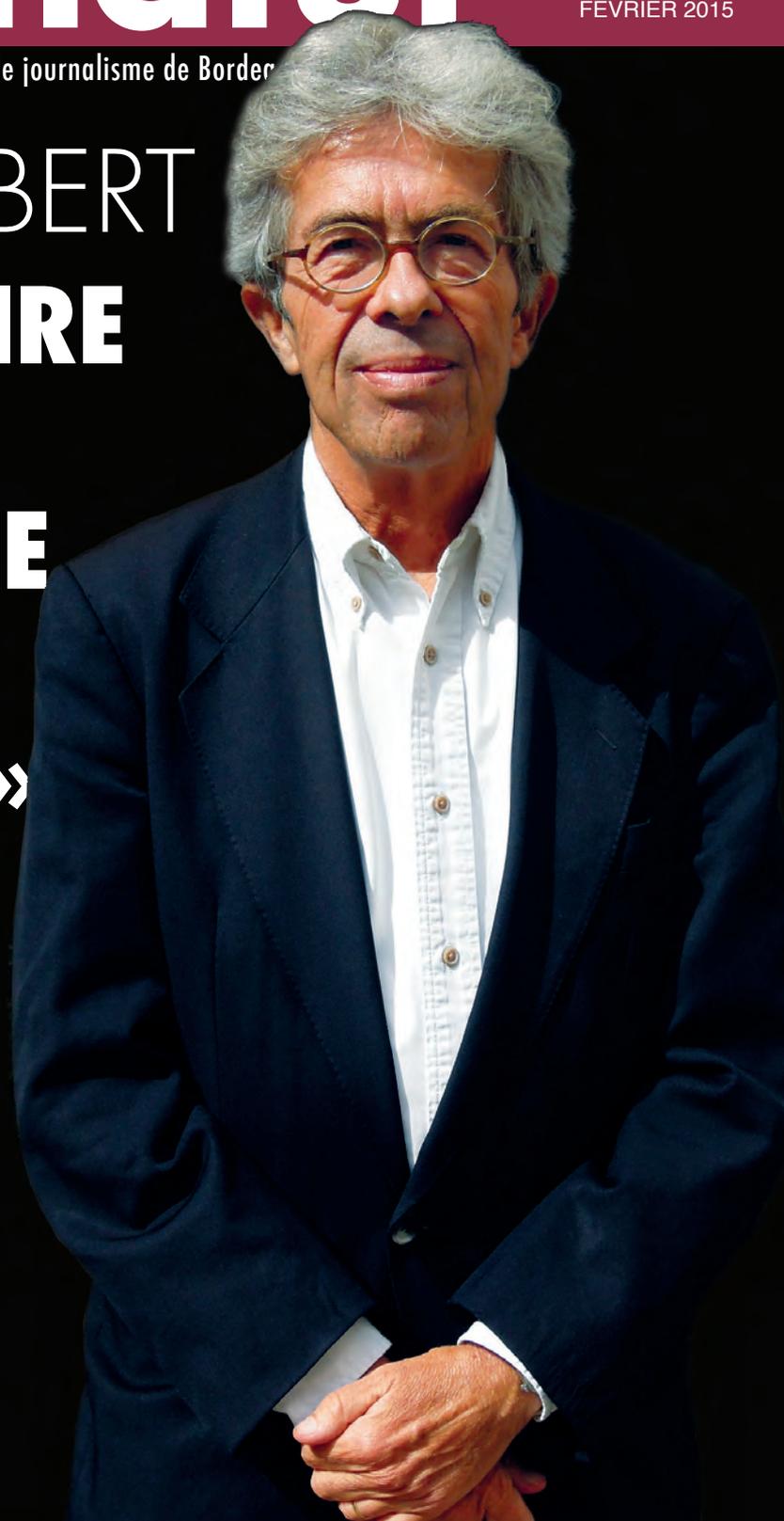


## LE JUGE LAMBERT

# « SANS L'AFFAIRE GRÉGORY MA CARRIÈRE AURAIT ÉTÉ DIFFÉRENTE »



■ **LE SUBBUTEO** ■ P06

JOUE LES  
PROLONGATIONS

■ **VIGNOBLES** ■ P11

DU SAUTERNES AU FRET

■ **SAGA** ■ P16

LA CGT FÊTE SES  
120 ANS



## AÉROPORT BORDEAUX-MÉRIGNAC

# ÇA PLANE POUR EUX !

Comment le «low cost» place Bordeaux en champion  
des aéroports régionaux. ■ P12

- 2 **LES CLÉS DE L'ACTU**  
Affaires de gros sous
- 4 **ENTRETIEN**  
Le juge Lambert
- 6 **OBJET DISPARU**  
Subbuteo : match retour
- 7 **SPORT**  
La planche à écumer
- 8 **REPORTAGE**  
Le plan handicap
- 10 **TRIBU**  
"Attrapez-les tous !"
- 11 **PAPILLES**  
Le vin pris de vitesse
- 12 **ÉCONOMIE**  
Le succès du low cost
- 14 **ESPRIT DU LIEU**  
L'autre Maison Blanche
- 15 **J'Y COURS !**  
De l'art, pas des armes
- 16 **SAGA**  
La CGT à 120 ans
- 19 **MÉDIAS**  
Society arrive en kiosques
- 20 **SOCIÉTÉ**  
Héritages
- 21 **CRITIQUES**  
Concentré de culture
- 23 **ÇA BULLE**  
Black et Mortimer
- 24 **PORTRAIT**  
Jean-Claude Livolsi

### Journal école de l'Institut de Journalisme Bordeaux-Aquitaine

Fondateur : Robert Escarpit  
Directeur de la publication : François Simon

Directrice de rédaction : Marie-Christine Lipani  
Directeur artistique : Cyril Fernando

Rédacteurs :  
Sophia Briganti, Erwan Bruckert, Redha Dahmani, Mélanie Delaunay, Anaïs Furtade, Jaël Galichet, Hodane Hagi-Ali, Garo Kevorkian, Adrien Mathieu, Chloé Mormin, Valentin Pasquier, Solène Patron, Vincent Serrano

Contact :  
journalisme@ijba.u-bordeaux-montaigne.fr  
05 57 12 20 20  
Impression : PDG - Bordeaux

**ijba.fr**

# QUEL AVENIR POUR LA GRÈCE ?

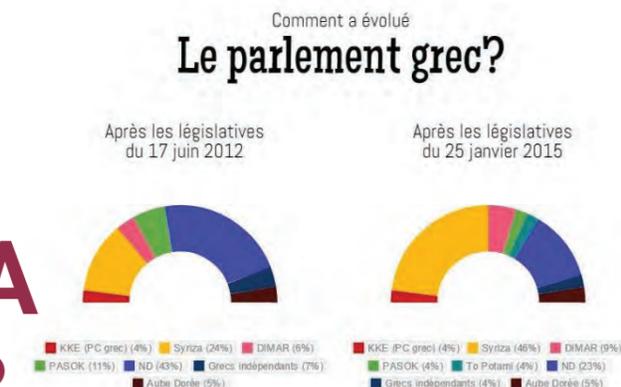
Grand vainqueur des élections législatives de fin janvier, le parti de gauche Syriza entend bien faire souffler un vent d'anti austérité sur l'Europe. Le point sur les conséquences d'une élection historique avec l'engagé Jean-Marie Harribey, économiste à l'Université Bordeaux-Montaigne et membre des Économistes attérés et d'ATTAC.

## Comment percevoir la victoire de Syriza ?

Comme le résultat de plusieurs années de politiques menant à la catastrophe après la crise mondiale de 2007. Les pays les plus faibles de la zone euro et de l'Union européenne ont été mis en danger. Pour les « sauver », les institutions européennes appuyées par le Fonds monétaire international (FMI) leur ont imposé des politiques d'austérité draconiennes : baisse des salaires, baisse des pensions de retraite, diminution des dépenses publiques d'éducation et de santé. En Grèce, le taux de chômage avoisine aujourd'hui les 30% et le produit Intérieur brut (la richesse nationale produite en un an, ndlr) a diminué d'un quart en 5 ans. Automatiquement, le taux de la dette publique a grimpé. La victoire de Syriza peut alors s'analyser comme le résultat de l'extraordinaire lassitude et de la détresse du peuple grec face à ces politiques dont on lui promettait qu'elles allaient se poursuivre.

## Pourquoi cet état de fait et ces politiques d'austérité ont-elles été maintenues ?

Pour profiter de la crise et faire un pas de plus dans la mise en cause des modèles sociaux issus de la Seconde Guerre mondiale. Cette crise qui traverse le monde depuis 2007 a été suivie d'un instant de flottement. Très vite, les classes dirigeantes, la bourgeoisie financière et les gouvernements qui en sont l'expression directe ont repris les choses en main. A leurs yeux, ces modèles constituent une entrave à ce que le capital international trouve des nouveaux terrains d'investissements. Progressivement, on a donc privatisé



Valentin Pasquier

## Propos recueillis par Hodane Hagi-Ali

les industries et les banques. Les espaces non marchands comme l'éducation, la santé ou les retraites collectives sont aujourd'hui dans leur collimateur. La crise représentait donc l'occasion pour les classes dirigeantes de mettre le cliquet un cran plus loin, sans retour en arrière possible. En ce sens, la Grèce représente un banc d'essai pour voir jusqu'où les politiques d'austérité peuvent aller.

## Quelle est la marge de manœuvre d'Alexis Tsipras, le nouveau Premier ministre grec ?

Tout va dépendre du soutien populaire aux premières mesures qu'il prendra, à savoir le rétablissement du salaire minimum au niveau d'avant la crise et l'embauche de fonctionnaires, après la suppression de près de 300 000 postes. Cela dépendra aussi de la négociation de la dette publique par rapport aux institutions européennes. Aujourd'hui les banques privées ne détiennent plus les titres de la dette grecque mais c'est le Fonds européen de stabilité financière (FESF), la Banque centrale européenne (BCE) et pour une petite part, le FMI. En fait, le nouveau rapport de force avec les institutions économiques va porter sur la question de son annulation partielle et sur la poursuite des « réformes structurelles » que je qualifierais de « pauvreté accrue pour les pauvres ».

## Justement, que signifie le rachat par la BCE d'une partie de la dette publique grecque ?

Un aveu quasi explicite de l'échec des politiques qui ont conduit par-

tout à l'explosion du chômage, au ralentissement de l'activité économique et à la diminution du PIB dans les pays les plus touchés. Cette décision prise la semaine dernière consiste en un « refinancement » des banques privées. Il s'agit d'injecter des liquidités monétaires dans les circuits économiques. La question est de savoir si ces liquidités iront irriguer les investissements dans les entreprises, les administrations publiques, la recherche, l'éducation, la santé, ou bien si elles iront irriguer les mécanismes spéculatifs sur les marchés financiers. Dans le contexte de marasme économique que l'on connaît, ce risque est grand.

## Peut-on aujourd'hui affirmer comme vous le faites que « les questions qui fâchent ne pourront plus être évitées » ?

Les questionnements mis sur la touche vont peut être ressurgir et notamment à propos des paradis fiscaux qui existent à l'intérieur même de l'UE et de la zone euro. C'est hallucinant que l'on exige des pays les plus fragilisés de se serrer la ceinture alors que les multinationales et les banques y ont pignon sur rue ! Le moment est donc crucial, notamment pour les autres peuples d'Europe. Les partis sociaux-démocrates ou sociaux-libéraux qui sont encore au pouvoir comme en France ont intérêt à tenir compte de ce qui va se passer au niveau européen parce que la mésaventure qui est arrivée au Pasok (le parti socialiste grec n'a été créditée que de 4,68% des suffrages, ndlr) pourrait arriver au PS français.

# AFFAIRE BETTENCOURT : ENFIN LE PROCÈS

Plus de 7 ans que l'affaire Bettencourt fait grand bruit. Le procès s'ouvre enfin à Bordeaux. Pendant 5 semaines la justice va entendre les 10 personnes proches de l'héritière de l'Oréal mises en cause pour abus de faiblesse. Retour sur une affaire tentaculaire.



Sophia Briganti

## 3 QUESTIONS À HENRI DE BEAUREGARD

Avocat au barreau de Paris et fondateur de BeLeM Avocats, Henri de Beauregard est intervenu dans plusieurs dossiers à fort retentissement comme celui du naufrage de l'Erika, l'UIMM ou encore la Manif pour tous.

### 1 ■ EN QUOI LE PROCÈS BETTENCOURT EST-IL HORS-NORME ?

En raison de la personnalité des prévenus. Il y a tout de même un ancien ministre, un artiste connu, mais aussi en raison de la personnalité de la partie civile qui est la deuxième fortune de France. Des procès sur des abus de faiblesse il y en a à peu près tous les jours. C'est les acteurs qui font que ce procès est extraordinaire. Ils ont une influence sur la vie sociale, économique et politique du pays.

### 2 ■ EST-CE UNE BONNE CHOSE D'AVOIR DÉPLACÉ LE DOSSIER DE NANTERRE À BORDEAUX ?

Oui. Le problème à Nanterre était celui d'un antagonisme réel ou supposé entre Philippe Courroye qui était procureur de la République à Nanterre et Isabelle Prévost-Desprez qui était présidente du tribunal correctionnel de Nanterre. Il y a eu des procédures croisées, des plaintes... ou chacun accusait l'autre de faire sortir des éléments du dossier, d'alimenter la presse etc.. L'ambiance n'était pas propice, c'est pour ça que l'affaire a été envoyée à Bordeaux. Cela a permis de mettre un terme à cette situation ambiguë. Ce procès va attirer énormément de monde. En terme de justice Bordeaux va faire beaucoup parler d'elle dans les semaines qui viennent.

### 3 ■ QUI AURIEZ-VOUS DÉFENDU PARMIS LES DIX PRÉVENUS ?

L'ancien infirmier de Liliane Bettencourt a tenté de se suicider avant même le début du procès. C'est lui que j'aurais choisi de défendre pour deux raisons. La première parce qu'il n'avait pas d'avocat. Les autres en ont un voire plusieurs. Madame Bettencourt en partie civile en a au moins trois, elle n'a pas besoin d'en avoir un quatrième. Et puis, manifestement, il est le plus affecté, le plus fragile. Je ne dis pas qu'il y a un rapport de cause à effet mais c'est assez significatif que celui qui ait cherché à se suicider soit le seul à ne pas avoir d'avocat. Peut-être aurait-il eu besoin d'être rassuré, d'être assisté, d'être épaulé. Je lui aurais expliqué qu'il n'y a pas de honte à comparaître devant un tribunal tant qu'on n'y est pas condamné. Toute cause est défendable. C'est un échec de la justice de voir qu'un homme tente de mettre fin à ses jours la veille d'une audience.

## C'EST QUOI L'AFFAIRE BETTENCOURT ?



Louis-Marie, 21 ans  
étudiant en génie civil  
à Bordeaux



Sibylle, 20 ans  
étudiante en éducation  
spécialisée à Talence



Mathilde, 20 ans  
étudiante en gestion  
à Bordeaux

C'est une histoire très grave pour moi. On voit les dessous de la politique actuelle. Ils vont chercher des financements n'importe où même si c'est pas légal. Là c'était pour la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. Le fait que ce soit à Bordeaux ne fait que déplacer le problème. A Paris ou Bordeaux c'est la même affaire.

Je n'y connais rien. Joker ! Ça fait longtemps que ça dure, j'dirais 7 ans. C'est des histoires de gros sous et d'abus de faiblesse sur une dame fortunée assez célèbre. Aucune idée de qui est impliqué. Déplacer l'affaire à Bordeaux... Il y a moins de mougouilles à Bordeaux ? J'en suis pas sûr.

Il y a le procès qui s'ouvre à Bordeaux pour 5 semaines. C'est un abus de faiblesse sur une vieille dame. Il y a plein de politiques de l'UMP mis en cause. L'ancien infirmier de Bettencourt a essayé de se suicider. Tout ce qu'on sait de lui c'est qu'il n'est pas représenté par un avocat. C'est bizarre que ça arrive le premier jour du procès.

## L'AFFAIRE EN 10 DATES

### 19 décembre 2007

plainte pour abus de faiblesse de la fille de Liliane Bettencourt, Françoise Meyers-Bettencourt, contre le photographe François-Marie Banier.

### 16 juin 2010

Révélation d'enregistrements réalisés par Pascal Bonnefoy, le majordome de l'héritière de l'Oréal. L'affaire familiale tourne au scandale politico financier. Les enregistrements mettent en exergue les relations entre l'entourage de la milliardaire et Eric Woerth, alors ministre du budget et trésorier de l'UMP.

### 6 juillet 2010

Claire Thibout, ex-comptable des Bettencourt, affirme que Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune du couple, aurait versé 150 000 euros en liquide à M. Woerth pour la campagne présidentielle de 2007.

### 17 novembre 2010

Transfert du dossier de Nanterre à Bordeaux.

### 2011

Mises en examen de Banier, de son compagnon Martin d'Orgeval et de Patrice de Maistre pour abus de faiblesse et blanchiment. Un collège de médecins diagnostique chez Liliane Bettencourt une « démence mixte » et « un Alzheimer à un stade modérément sévère ».

### 2012

Mises en examen d'Eric Woerth pour recel et de l'avocat Pascal Wilhelm. Nicolas Sarkozy est témoin assisté.

### 2013

Mises en examen de Stéphane Courbit et Nicolas Sarkozy qui bénéficiera d'un non-lieu.

### 2014

Mise en examen de Claire Thibout pour faux témoignages.

### 27 janvier 2015

Ouverture du volet abus de faiblesse du procès au tribunal correctionnel de Bordeaux. Les juges Gentil, Noël et Ramona-txo sont en charge du dossier. Le procès devrait durer cinq semaines. En tout 10 prévenus seront entendus.

### Fin mars

Eric Woerth et Patrice de Maistre seront jugés à Bordeaux pour trafic d'influence. Le second est soupçonné d'avoir embauché la femme du premier en échange d'une légion d'honneur.

# JEAN-MICHEL LAMBERT UN JUGE DEBOUT



Le « petit juge » Jean-Michel Lambert a grandi. Lors de notre rencontre, il recoiffe délicatement ses cheveux, grisés par une emblématique affaire Grégory encore non résolue et pèse soigneusement ses mots. À 62 ans, il vient de quitter la magistrature pour se consacrer à l'écriture, son premier amour. L'auteur d'une dizaine de romans policiers dresse dans *De combien d'injustices suis-je coupable ?*\* un constat amer des injustices et des dérives du système judiciaire.

Propos recueillis par  
Hodane Hagi-Ali & Vincent Serrano

**L'**erreur fait-elle partie du quotidien des juges ? C'est difficile à entendre, mais oui. Les magistrats restent des hommes et des femmes qui travaillent sur de la « pâte humaine » avec toujours des risques d'erreurs voire d'injustice. La justice est un défi. Il faut savoir que lorsque l'on franchit le seuil d'une enceinte judiciaire, on s'apprête à livrer un combat qui n'est malheureusement pas gagné d'avance. C'est toute la noblesse et toute la difficulté du jugement.

**Après les attentats contre Charlie Hebdo, on a assisté à une vague de condamnations pour apologie du terrorisme. Le Syndicat de la magistrature a tout de suite appelé les juges à résister « à l'injonction de la répression immédiate ». Comment faire pour ne pas tomber dans ce piège ?**

Je suis tout à fait en accord avec ces déclarations. La sérénité est l'un des devoirs des magistrats. Il est certain que le recul n'existe pas actuellement. Il y a ce délit, l'apologie du terrorisme, créé

récemment. Il est nécessaire et doit être appliqué. À Bordeaux, une jeune fille est passée en comparution immédiate pour ce type d'acte et a écoupé de 210 heures de travaux d'intérêt général alors qu'un homme a été condamné à de la prison ferme pour les mêmes faits. Si cette loi est quasi prémonitrice, les magistrats doivent résister à l'air du temps, aux pressions qui ne disent pas leurs noms, tout en répondant aux attentes des citoyens.

**Cette sérénité, « condition indispensable de toute enquête criminelle », vous dites en avoir manqué au moment de l'affaire Grégory. Que vous inspire l'emballement médiatique des dernières semaines ?**  
La situation n'a pas changé. Je dirais même qu'avec les chaînes d'information en continu et Internet, on constate une « américanisation » de l'information. On assisterait presque à un meurtre en direct ! Mais ce n'est pas nouveau puisque c'est ce que j'ai vécu lors de l'affaire Grégory. C'est la chasse au scoop, le besoin d'être le premier à dévoiler une information même si elle est fautive ou qu'elle peut mettre en danger la vie des otages comme ce fut le cas dans l'épicerie casher. J'observe aussi un nivellement par le bas, un voyeurisme que je trouve choquant. Il faut dire ce qui est : les journalistes ne sont pas, en majorité, des gens fréquentables. La justice et les médias c'est un peu comme l'huile et le vinaigre : ils voisinent mais ne doivent pas se mélanger.

**Pourtant, journalistes et magistrats sont voués à cohabiter...**  
Malheureusement, le conseil que je donnerais aux nouveaux juges c'est de ne pas entrer en contact avec la presse. De manière générale, je ne la lis pas. Et puis, le juge Lambert qui ne parle pas de l'affaire Grégory, ça n'intéresse

pas les journalistes. Prenons le cas du juge Burgaud (magistrat en charge du dossier Outreau, ndlr) qui est aujourd'hui mis plus bas que terre. Je ne le connais pas mais quand j'ai vu la manière dont il était traité lors de son audition par la commission d'enquête parlementaire, je lui ai écrit et téléphoné. La presse a été ignoble avec lui, en oubliant certaines réalités du dossier. Les journalistes ont été manipulés dans cette affaire. Comme dans l'affaire Grégory d'ailleurs. On leur a désigné un responsable, l'auteur de ce fiasco et ils ont foncé.

**Justement, comment analysez-vous l'impact de cette affaire sur votre vie personnelle et votre carrière ?**  
Ma carrière aurait été différente. C'est certain. Mais je suis toujours resté debout. Je n'ai jamais trahi le secret de l'instruction pour essayer d'exercer mon métier du mieux possible. Ce sentiment de culpabilité envers Bernard Laroche (assassiné par le père de Grégory Villemain, ndlr), que j'ai mis en examen dans l'affaire puis relâché, n'est pas venu tout de suite. Mais j'ai fait ce travail personnel.

**Vous suggérez qu'une mise en examen, une condamnation ou un même un passage en garde à vue laisse forcément une marque. Qu'en est-il de la présomption d'innocence ?**  
La mise en examen de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Bettencourt est un exemple emblématique. Même si elle a été suivie d'un non-lieu, les gens se disent qu'il n'y a pas de fumée sans feu et ça laisse forcément une marque dans l'opinion. Les magistrats et les journalistes doivent toujours faire la chasse aux préjugés.

**Vous avez entamé depuis des années un travail d'écriture.**

« LE JUGE LAMBERT QUI NE PARLE PAS DE L'AFFAIRE GRÉGORY, ÇA N'INTÉRESSE PERSONNE »

**Qu'est-ce que cette activité vous apporte aujourd'hui ?**  
J'écris depuis l'âge de 15 ans. D'abord des nouvelles puis des romans mais ça patinait parce que je n'avais tout simplement pas vécu. Je n'avais pas de matériau de souffrance à exprimer. Il n'y a pas de mystères, c'est l'affaire Grégory qui a provoqué en moi ces souffrances et opéré un véritable bouleversement de ma personnalité. Ce travail inconscient ressort depuis régulièrement sous forme de récits. Je remarque qu'on souffre toujours quand on écrit.

**Cette souffrance, vous l'avez ressentie pour votre dernier livre ?**  
Pas vraiment. J'ai longuement mûri cette idée qui m'est venue courant 2012. Je commençais à envisager la retraite et je me suis dit qu'il fallait que je m'exprime, que je dise la réalité des choses et de mon métier. J'ai tâtonné pendant quelques semaines puis j'ai eu un déclic. Je me rappelle parfaitement de la scène. Je venais de me lever et j'étais au salon, avant le petit déjeuner. D'un seul coup, je tenais le sujet et surtout ce titre, *De combien d'injustices suis-je coupable ?* En écrivant les deux dernières pages, j'ai ressenti un soulagement.

**Il est paru en septembre au moment où vous quittez la magistrature. Une sortie programmée ?**  
J'ai voulu témoigner, à partir de mon expérience professionnelle, des injustices dont peuvent être victimes de très nombreux citoyens de ce pays. Surtout les gens honnêtes, qui n'ont rien à se reprocher et qui ont recours à la justice pour faire valoir leur bon droit. Des justiciables qui, à l'arrivée et pour de multiples raisons tenant au magistrat mais aussi au législateur, sortent souvent déçus, amers, meurtris voire détruits

par cette confrontation avec l'institution judiciaire.

**Vous revenez aussi sur les injustices qui touchent les personnes condamnées à tort. Quelles réponses apporter suite à un acquittement ?**

Je suggère des réformes mais il ne faut pas être « bisounours ». On est allé au bout avec la création du juge des libertés et de la détention. Maintenant, il faut changer de direction et s'atteler à la juste réparation du préjudice. Un accompagnement moral pour les victimes d'erreurs judiciaires est aussi une piste de réforme que je préconise. Parce qu'il y aura toujours des erreurs judiciaires. Dernièrement, au salon du livre d'Epinal, un homme est venu me voir pour me dire : « je vous promets que je suis innocent ». Je l'avais mis en examen il y a plus de 30 ans. Il a fait 40 kilomètres pour me voir ce jour-là et nous étions aussi émus l'un que l'autre. La réflexion que je soulève aujourd'hui sur le métier de juge, tous les magistrats devraient se la poser.

Moi, j'ai décidé d'en faire un livre.

\* Cherche Midi, 210 pages, 15,50€



## QUAND LA JUSTICE DÉRAPE

Chiffre le plus marquant choisi par le juge Lambert : 447 personnes ont été indemniées en 2011 pour des détentions injustifiées. Une tâche pour une justice française qui n'aura reconnu que 9 erreurs judiciaires depuis 1945. Parmi les plus marquantes, celle de Patrick Dils ayant passé 15 ans en prison avant d'être acquitté en 2002. Trois ans plus tard, treize personnes seront acquittées dans « l'affaire d'Outreau », poussant le Président de la République d'alors, Jacques Chirac, à déclarer : « La justice, si elle a fait des erreurs, doit payer elle-même et cher. » En France, 75 euros d'indemnité pour emprisonnement injustifié sont versés en moyenne par jour.

# LE SUBBUTEO JOUE LES PROLONGATIONS

Créé en 1947, star des jeux de société dans les années 80-90, le Subbuteo a quasiment disparu de la circulation à partir des années 2000, victime de la popularité des simulations de football sur consoles de salon. Mais ce « football de table » renaît de ses cendres depuis 2012 en France, réédité et remis en circulation par l'éditeur Mégableu. Enquête sur le retour de la pichenette.

Erwan Bruckert

Je vous parle d'un jeu que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître. Un véritable football de table. L'index se substituait au pied, poussant les joueurs dans le ballon à coups de « pichenettes » précises et calibrées, pour finalement rallier la surface de réparation et tenter sa chance face au but. Mais, de même que le meilleur moment de l'amour c'est lorsque l'on monte les escaliers, ce qui nous faisait vibrer dans le Subbuteo, c'était avant-tout les préparatifs, comparables à un authentique cérémonial. Pousser les chaises, scotcher le tapis vert sur la table, fabriquer les buts en plastique, poser avec minutie ses fragiles footballeurs de plastique pour ne pas les amputer de leur socle... En quelques minutes, le salon se muait en véritable arène dédiée au ballon rond. La gonfle est posée délicatement au centre du pré, première pichenette : le coup d'envoi est donné !

## LE SUBBUTEO RENAÎT DE SES CENDRES

Fruit de l'imagination de l'anglais Peter Adolph en 1947, le Subbu-

teo a cartonné dans les années 1980. Le jeu de société, édité par le groupe Hasbro, ne souffrait alors d'aucune réelle concurrence dans le monde de la simulation de football. Seulement voilà, les années 90 et leur modernité vidéoludique sont arrivées. Qu'il est difficile, pour un jeu de plateau, de lutter avec les FIFA et autres Pro Evolution Soccer, licences stars des consoles de jeux-vidéo. Le joystick a remplacé la figurine, le pouce a remplacé l'index, et le Subbuteo s'est rapidement retrouvé entre le Pic' Pirate et le Docteur Maboul sur l'étagère poussiéreuse du grenier. Conscient du désamour croissant du public envers son jeu, Hasbro décide de stopper sa production dans l'hexagone en 1998.

Quatorze ans plus tard, en 2012, la société Mégableu décide de rééditer ce classique et remet en route la production du Subbuteo en France. Le PDG de l'éditeur, Pascal Esnol, explique que la décision de donner une seconde jeunesse à cet ancêtre a été

motivé par « le regain d'intérêt actuel pour les jeux de société traditionnels, grâce à leur valeur sociale ». Plus que cette considération sociologique, il est un constat qu'il ne faut pas oublier : les joueurs d'hier sont les parents d'aujourd'hui ; et ils sont bien décidés à faire découvrir à leurs bambins leur amour footballistique de jeunesse.

## QUAND LE LOISIR SE MUE EN SPORT

Thomas Ponté, Président de la Fédération Française de Football de Table Sport – la « 3FTS », pour les intimes – est aux premières loges pour constater ce phénomène : « On a vu pas mal de pères qui ont offert un Subbuteo à leurs enfants. En ce qui nous concerne, depuis sa réédition en 2012, on a observé une augmentation de 15 % du nombre de licenciés. Ce sont souvent les parents qui veulent faire découvrir le « football de table » à leurs mômes dans les 13 ou 14 clubs actifs que compte la fédération ». D'ailleurs, l'oeil avisé de la 3FTS a été prépondérante dans le 'revi-

val' du Subbuteo: « Mégableu est partenaire de la fédération et a fait appel à nous, explique le président. Ils ont pu profiter de notre connaissance du jeu inestimable, surtout d'un point de vue technique, pour améliorer l'ancienne version ». Parallèlement à la déchéance progressive du Subbuteo, le « football de table » français a connu des heures sombres ces dix dernières années. En vingt ans, la fédération est passée de 500 licenciés à seulement 150, et la France est sortie du cercle fermé des pays leaders en « football de table » : « On a connu notre heure de gloire dans les années 90 lorsque l'on était 2ème meilleure nation derrière la Belgique. Maintenant on est passé derrière les locomotives italiennes, belges, anglaises, maltaises... et même Gibraltar ». Ce qui n'empêche pas l'organisation de grands événements sur notre territoire : le 7 et 8 février 2015, le club français n°1, Issy-les-Moulineaux, organisera son célèbre « Grand Prix de France », qui réunira 160 joueurs venus de toute l'Europe.

# MIEUX QUE LE SURF LE SKIMBOARD

« Planche à écumer », c'est la traduction littérale de « skimboard ». Ce sport de glisse un peu particulier pourrait bien éclipser la très célèbre, mais ô combien classique, discipline du surf. Entre l'eau et le sable, découverte.

Jaël Galichet

Nous la vague, on l'attaque », lance Benjamin, 22 ans, étudiant bordelais passionné de Skimboard. Pour « skimer », il faut d'abord s'élancer avec sa planche à la main, la jeter sur le bord du rivage pour qu'elle glisse grâce à l'effet d'aquaplaning et prenne de la vitesse. Et puis là, il faut monter dessus - et surtout essayer d'y tenir debout. C'est la prise de vitesse combinée à l'équilibre acquis qui conditionne « l'attaque » de front du « shore break » (la vague qui s'échoue sur le rivage) et permet ensuite le « ride » comme en surf.

Le skimboard serait apparu dans les années 1930, et n'était, à l'époque, qu'une planche de bois massive arrondie. Le skimboard moderne en fibre de verre aurait été inventé par un lifeguard de Laguna Beach (Californie). Après avoir cassé sa planche de surf en deux, il aurait utilisé la partie avant restante pour s'amuser à glisser sur la fine pellicule d'eau laissée après le passage d'une vague sur le sable.

On parle souvent de ce sport comme du « skateboard des mers » grâce aux sensations qu'il procure et à la technique qu'il requiert. On aurait même tendance à l'assimiler au surf, puisque c'est un sport de glisse nautique. C'est surtout au niveau de la technique que le skimboard se démarque. « C'est un sport qui demande beaucoup de technique, c'est certain », confirme Benjamin. « La progression est lente, mais les sensations de prises de vagues sont tellement saisissantes. Quand on a compris

le truc, on a du mal à s'en défaire! », lâche le jeune homme avec excitation. Le skimboarder passionné ne se lasse pas d'énoncer les nombreux avantages de son sport favori tout en faisant des parallèles avec le surf.

## SKIMBOARD VS SURF

Un skimboard est plus fin, plus petit et plus large qu'une planche de surf. Mais ce qui change vraiment c'est la radicalité dans les mouvements. Ils doivent être plus brusques, voire plus violents, mais néanmoins très précis. Le surfeur bénéficie, lui, de plus d'amplitude, et de largesse de mouvement, il accompagne la vague et se laisse transporter. « Nous, on va dans le sens inverse. Et après seulement on peut accompagner la vague et « rider » si elle le permet », renchérit Benjamin. Plus que la pratique en elle-même et la « forte poussée d'adrénaline » qu'elle procure, Benjamin tient à mettre en valeur d'autres aspects, comme la proximité. Ce sport se déroule toujours en deux temps - sur le sable et sur l'eau - cela permet d'alterner les activités. Discuter avec des amis entre deux prises de vague, par exemple. À contre-courant donc de la dimension exclusive du surf où l'on peut rester des heures seul au milieu de l'eau



Jonathan Héraut

pour ne pas manquer LA vague. Au final, Benjamin ne déplore pas le manque de visibilité de son sport. Au contraire, il apprécie le côté « confidentiel » de la communauté des skimboarders.

## LE SKIMBOARD EN AQUITAINE

Le skimboard, c'est sûr, est moins populaire que le surf. Ses pratiquants ne bénéficient pas d'assez de moyens pour avoir leur propre fédération, mais ont néanmoins une délégation officielle au sein de la Fédération Française de Surf (FFS). Cela permet l'organisation d'événements nationaux comme le Skim Tour, la Coupe de France de skimboard.

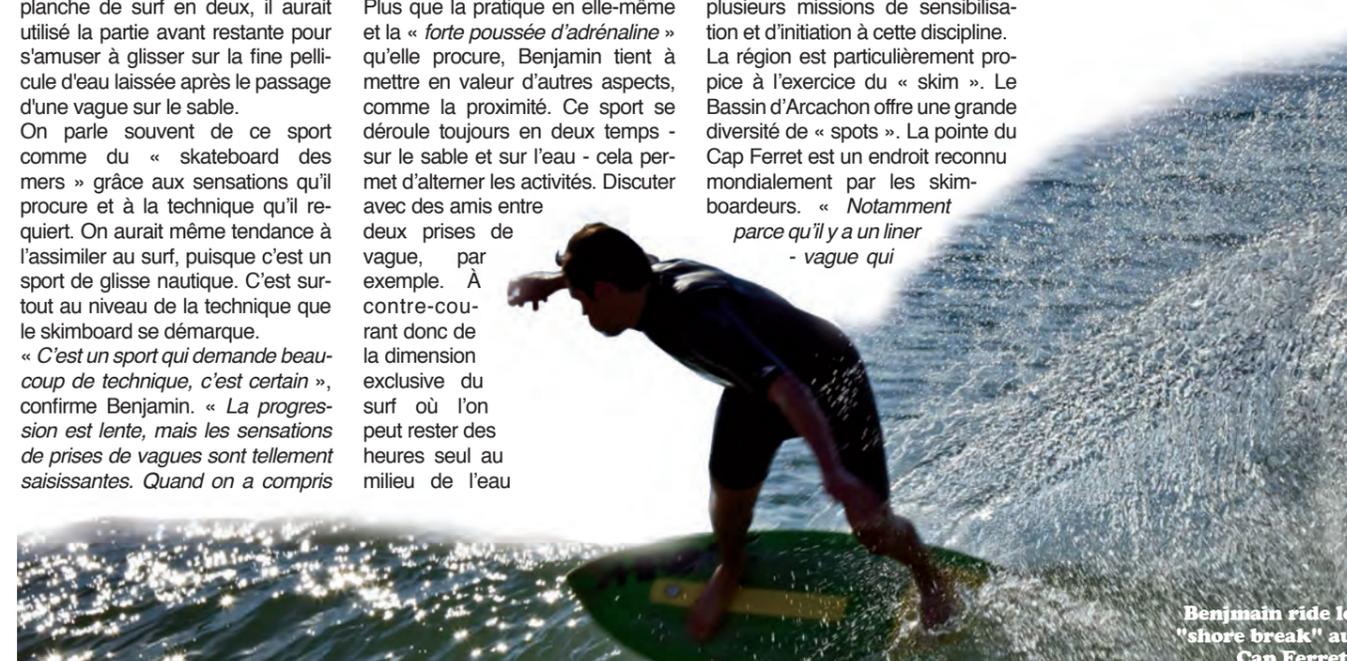
Mais il existe aussi des événements au niveau local. En Aquitaine, l'association Skim Evolution est une structure qui se charge de la mise en place des étapes régionales, mais participe également à plusieurs missions de sensibilisation et d'initiation à cette discipline. La région est particulièrement propice à l'exercice du « skim ». Le Bassin d'Arcachon offre une grande diversité de « spots ». La pointe du Cap Ferret est un endroit reconnu mondialement par les skimboarders. « Notamment parce qu'il y a un liner - vague qui

longe la côte - plutôt sympa qui permet des ride plus longs », confirme le passionné. Hossegor ou encore le Cap Breton sont d'autres spots de choix selon lui. Cependant, il reste inquiet quant à la pérennité de ces spots: « L'érosion progressive est en train de les mettre à mal... ». De plus en plus de jeunes se mettent au skimboard. « Lorsqu'on en fait sur la plage, il y a de moins en moins de gens qui viennent nous demander ce qu'on fait ». Pour Benjamin, c'est indéniable : le skimboard se démocratise. Les qualités requises pour être un bon skimboarder ? Du tac-au-tac, Benjamin répond : « Il faut être passionné ».



Parmi les innovations de la réédition, les petits joueurs en plastique sont désormais incassables.

Jacopo Benedetti



Benjamin ride le "shore break" au Cap Ferret.

Manu Pallman

# PLAN HANDICAP TRISTE ANNIVERSAIRE

Votée le 11 février 2005, la « loi sur l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » prévoyait la mise en accessibilité des établissements recevant du public au 1er janvier 2015 et celle des transports publics au 13 février 2015. Un constat d'échec pour les acteurs bordelais qui reconnaissent, dix ans plus tard, que la loi a été bafouée malgré leurs efforts. La faute, selon eux, à l'inertie du gouvernement et aux obstacles propres à la vieille ville qu'est Bordeaux.

**L**a France a 40 ans de retard. Comment voulez-vous rattraper ce retard en 10 ans ? » interroge Joël Solari, adjoint au maire de Bordeaux en charge des personnes en situation de handicap depuis 2008. Avant d'ajouter : « Quand on parle de rétroactivité, il est évident que le délai de 10 ans était trop court. Parce que le plan handicap ne se résume pas seulement à la mobilité mais à l'intégration. Il faut changer la mentalité des gens. » Ce militant des premières heures n'est pas ce que l'on appelle un adepte de la méthode qui consiste à « faire pleurer dans les chaumières ». Peu de place non plus accordée à la stigmatisation. Entré au conseil municipal de Bordeaux en 2008, Joël Solari demande au maire Alain Juppé d'établir un diagnostic de l'accessibilité de la ville en convoquant les

Texte & photo Vincent Serrano

représentants des cinq handicaps. « On en est arrivé à 35 millions de travaux à faire, ce qui n'était pas possible à mettre en place à moins d'augmenter de manière considérable les impôts. Hors de question. On a d'abord privilégié les écoles, les administrations, puis les bâtiments culturels, associatifs et les lieux de culte. »

Si ces acteurs admettent de façon unanime que le regard a changé, notamment grâce à la scolarisation des enfants en situation de handicap, d'autres évoquent les pas en arrière effectués à l'échelon national et qui déteignent presque inévitablement sur le local.

## PATRIMOINE ET HANDICAP

Olivier Monteil, représentant départemental de l'Association des paralysés de France (APF) précise :

« Ils sont en train de tuer l'accessibilité puisqu'on met tout le monde à la marge au niveau national. » La faute selon lui au gouvernement qui a eu la possibilité, à partir de juillet 2014, de légiférer en passant des ordonnances visant essentiellement à fixer des reports de délais. Autrement dit, commerçants et administrations avaient dix ans pour se conformer à la loi de 2005. Elles peuvent désormais déposer, jusqu'à septembre 2015, des « agendas d'accessibilité programmée » ; sorte de délais supplémentaires allant de 3 à 9 ans pour se soumettre aux objectifs initialement prévus. « De mon point de vue, c'est surtout une

mesure électorale. Malheureusement, il y a aujourd'hui des lobbys qui ont une puissance économique beaucoup trop importante pour qu'on puisse rivaliser avec eux.

Autre motif du report programmé de la loi de 2005. »

Alors, des associations comme l'APF établissent des classements pour sensibiliser les municipalités à leur rôle

## SEULS 56% DES COMMERCES DE LA RUE SAINTE CATHERINE SONT ACCESSIBLES

vis-à-vis de leurs habitants. Au risque, parfois, de les freiner. L'année dernière, Bordeaux y est passé de la 7ème à la 13ème place à cause selon le système de notation, des cabinets médicaux ou commerciaux. Pour seul exemple, 56% des commerces de la rue

Sainte Catherine (250 boutiques) sont accessibles. Une position avant tout vécue comme une relégation par l'équipe municipale alors que, dans les faits, Bordeaux passe d'une note de 13.3 à 13.6 (sur 20), elle qui ne cesse de progresser suite à la création du classement APF. De quoi rassurer les 12% de personnes en situation de handicap que compte la ville (sans compter le « handicap silencieux » comme les personnes atteintes du cancer, du diabète ou encore du VIH, etc.). Le centre-ville continue néanmoins d'être le point noir pour la commune. En dehors de la carence en logements accessibles, c'est un immobilisme généralisé qui découle, en partie, du classement de la ville au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2007. À croire que les murs peinent davantage à changer que les mentalités.

## DES EFFORTS À POURSUIVRE

Si Bordeaux peut se targuer d'avoir un des réseaux de tramway les plus développés et accessibles de France, le bilan à tirer sur les transports est loin d'être unanime. Du côté de l'APF, on revient sur la dernière commission communale de décembre relative aux transports : « La question de la saturation du réseau de transport est centrale. La situation touche tous les usagers mais s'avère parfois dramatique pour les personnes à mobilité réduite. » Un constat irréfutable pour Christophe Duprat, vice-président de la Communauté urbaine de Bordeaux chargé des transports. Pour exemple, deux nouveaux mobibus (le service mis en place par Keolis) seront mis en circulation à la rentrée 2015 pour se greffer aux deux véhicules déjà existants. Trop peu pour des usagers qui doivent régulièrement faire face à des listes d'attente de 40 personnes sur la même journée. Même problème pour le bus qui, pour des raisons de sécurité, ne peut accueillir qu'un fauteuil à la fois suite à une décision prise en 2011. Si l'objectif est d'augmenter cette capacité à deux places, seules trois lignes en ont déjà la capacité et la généralisation ne pourra pas se faire avant des années.

Joël Solari relativise : « Les chantiers sont encore nombreux, la municipalité en a conscience. Mais on est tout de même en avance sur de nombreux domaines, surtout du point de vue de la mobilité. » L'année dernière, Bordeaux est devenue la première ville à obtenir le label « Destination pour tous » ; un nouveau projet pour plus de mobilité qu'elle pilotera jusqu'en 2017. Un trompe-l'oeil pour Olivier Monteil qui rappelle que si « les Bordelais n'ont pas à rougir du classement de leur ville au sujet du handicap »,

les chantiers en cours demeurent « trop nombreux pour pouvoir se reposer sur ses lauriers ».

Premier site visé, le nouveau stade du club de football des Girondins Bordeaux où a eu lieu, le 29 janvier dernier, une visite à l'initiative de la municipalité pour sensibiliser les associations aux efforts accomplis en matière d'accessibilité. Suivent, entre autres : le campus de Pessac, la Cité des civilisations du vin, la patinoire ou le conservatoire de musique. Des chantiers titanesques à en croire le million d'euros et les années nécessaires à l'installation d'un ascenseur au Grand Théâtre. Outre la question de la volonté, c'est bien celle du coût de tels aménagements qui a l'air de freiner les principaux intéressés. Aux premiers rangs desquels les commerçants et les cabinets médicaux.

## LA GUÉRRERIE DES ASSOCIATIONS

Pour la mairie de Bordeaux, la problématique reste la même. Comme le confirme l'adjoint au handicap : « Avant les agendas d'accessibilité programmée, je disposais d'une enveloppe de deux millions d'euros. Aujourd'hui, je dois faire avec 600 000 euros. » Ce qui n'arrange pas la coordination des revendications selon lui : « Il y a toujours eu une guerre entre associations pour avoir des subventions. C'est inévitable et c'est pour pallier à ça que l'on a créé en 2011 la charte Ville Handicaps. » Sur le terrain, Pierre Labarsouque d'Espace 33 est beaucoup moins nuancé : « Tous les groupes disposent d'une expérience et d'une maturité en matière de défense des handicaps. Mais aujourd'hui, une association comme la nôtre doit trouver sa place aux côtés de grosses structures qui ont pignon sur rue. Des multinationales du handicap qui étaient pourtant les premières à se coucher en 2005 lors du vote de la loi. » Avant de rappeler que des villes comme Mérignac ou Lormont peuvent, elles-aussi, être prises comme exemple.

Toutefois, cette course à la sensibilisation et à la sollicitation des pouvoirs publics semble rigidifier les positions. « On commence à être moins diplomate entre nous et avec la métropole » précise l'APF, acteur majeur en ce qui concerne le département de la Gironde. Avant de reprendre, souriant aux lèvres : « Nous ne sommes pas des terroristes. Juste des gens, comme les autres, qui revendiquent le respect des droits fondamentaux. C'est tout. »

Le 11 février prochain, plusieurs associations organisent, place Pey-Berland, un sit-in pour dénoncer les agendas d'accessibilité programmée. ☹

## COURSE D'OBSTACLES SUR DEUX ROUES

Anthony Bejou, 28 ans, est handicapé moteur depuis sa naissance. Habitant de Lormont actuellement sans emploi, il reste dynamique et se défoule dans le handball en fauteuil. Analyse de son parcours quotidien sur deux roues.

**L**es valides n'imaginent même pas les difficultés de déplacement d'un homme en fauteuil roulant. Pour se rendre de sa maison située dans le quartier Bois Fleuri, jusqu'au tramway, Anthony commence par descendre le trottoir, fauteuil tourné vers l'arrière à cause de la hauteur. Ensuite, il traverse la chaussée, mais ne remonte pas sur la bordure, il ne pourrait pas franchir la petite pente plus loin. Il continue donc sur la route, jusqu'au bout de la rue. Et même s'il avait pu monter en sécurité, il aurait suffi d'une voiture garée sur le trottoir, incivilité qui arrive fréquemment, pour obliger Anthony à redescendre en milieu hostile, au milieu des voitures. Accéder au tram en roulant, c'est tout un exercice, même pour un sportif comme Anthony !

## CONCERTATIONS

Jacques Pavot, responsable du service de promotion de la santé du CCAS témoigne de la volonté de la ville de Lormont d'améliorer les choses. Des réunions ont été mises en place depuis quelques années, avec des invités handicapés, des valides, des acteurs du GIHP et des élus, qui viennent ponctuellement. Tous les deux mois, les participants échangent sur les problèmes et proposent des solutions. Les cheminements en fauteuil sont étudiés et mis en situation pour résoudre ce « parcours du combattant » parfois imposé aux handicapés. La ville améliore petit à petit ses installations : le château Génicart et la médiathèque ont été aménagés pour les personnes à mobilité réduite. Les constructions récentes sont maintenant conformes aux normes handicap, mais les anciens bâtiments restent difficiles d'accès. Dernièrement, Anthony a été convoqué pour un entretien collectif au Pôle Emploi de Carbon-Blanc, dont il dépend. L'entretien était prévu à l'étage, sans ascenseur. Demi-tour pour le Lormontais, qui a dû se rendre au Pôle Emploi de Libourne, à ses frais.

Anthony trouve pourtant que son quotidien s'est bien amélioré en matière de mobilité depuis qu'il habite la commune. Avant, il habitait entre Libourne et Saint-Emilion et n'avait pas accès aux transports en commun. Il relativise : « on est mieux loti à Bordeaux qu'à la capitale ». Règne du métro et des escaliers ; il ne s'y est pas senti autonome et mobile. Aujourd'hui, il est donc heureux de profiter du tram, transport selon lui le plus accessible et « prend du plaisir à aller sur les quais quand il fait beau ».

■ Chloé Mormin

\* Groupement pour Insertion Handicapés Physiques



Anthony, obligé de passer sur la chaussée pour se rendre à l'arrêt de tram, car le trottoir est trop penché.

La difficile intégration des ascenseurs, places ou rampes pour personnes à mobilité réduite. Ici au Grand Théâtre de Bordeaux.

# POKÉMON

## LES VIEUX DRESSEURS RELÈVENT LE DÉFI

« Le professeur Chen te demande », « Veux-tu le Pokémon de feu, Salamèche ? », « Vous avez obtenu le badge roche ! » ... Ces phrases inoubliables proviennent toutes du jeu dont les mélodies et les textures ont bercé les premières années de nombreux enfants dans les années 90. Si Pokémon par son principe simplifié et ses dessins mignons se destine à un public jeune, de plus en plus d'adultes succombent aux charmes de Pikachu et ses amis.

Sorti en 1995 au Japon, le jeu Pokémon possède des mécanismes très accessibles. Un jeune garçon explore un monde où il combat des dresseurs avec des monstres qu'il a entraînés et capturés. Petit à petit, le jeu créé par Satoshi Tajiri a su se faire une place au milieu des autres mastodontes de Nintendo, Mario et Zelda. Une récente étude publiée par Nintendo France en a surpris plus d'un : l'âge moyen des joueurs de Pokémon est de 20 ans contre 13 pour ceux de Call Of Duty.

La firme Pokémon est en constante progression comme en témoignent les 10 millions d'exemplaires écoulés des derniers opus Rubis Omega et Saphir Alpha. Et qui retrouvait-on dans les files d'attente des Fnac et boutiques de jeux vidéo ? Des adultes, évidemment. Afin de partager leur passion, certains se sont même regroupés dans une association : 3DSinBordeaux.

### ENTRE STRATÉGIE ET COLLECTION

« Un jour j'ai participé à un tournoi avec mon fils de 9 ans. J'ai tout

Texte & photo

Adrien Mathieu

de suite senti une grande convivialité chez les organisateurs » confie Nicolas, 37 ans, ouvrier dans l'industrie chimique. D'abord joueur des premières éditions Rouge & Bleu lors de son adolescence, ce père de famille a repris goût aux pokémons en achetant les versions X et Y avec son fils.

Cette passion intemporelle de la collection de bestioles démontre une certaine addiction. C'est ce que souligne Judith, une jeune développeuse web : « On aime les pokémons à tout âge car ils sont charmants. Prenez les digimons (série animée

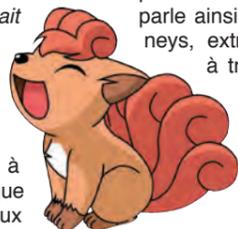
concurrante à Pokémon) par exemple, avec leurs dessins trop compliqués ils sont moches ! ». Les non-initiés sont prévenus : le purisme est de mise ici. On peut ainsi distinguer deux types de joueurs : les baroudeurs de tournois et les érudits de la capture. Les premiers parcourent les différentes compétitions afin

de montrer la puissance de leur équipe. Judith explique ainsi le déroulement d'un tournoi. « On organise une sorte de Ligue des champions Pokémon avec 32 participants. Lors du dernier tournoi, il y avait 28 adultes pour seulement 4 enfants ».

L'association s'investit également pour proposer une émulation constante à ses membres. Chaque mois, l'un d'entre eux se travestit en champion d'arène pour défier les autres comme dans le jeu. D'ailleurs les vainqueurs remportent des badges symboles de leur victoire, toujours comme dans le jeu. Le réalisme poussé à son maximum. Nicolas raconte également le challenge le plus loufoque de l'asso : « On a même organisé un concours de vitesse sur la piste cyclable. Les plus rapides remportent des pokémons rares ». Après une course effrénée, la récompense ultime : un Dracolosse taillé pour la compétition.

Les collectionneurs sont réputés plus aigris que les autres. Leur persévérance à complé-

ter le Pokédex pourrait presque passer pour de la folie. Au près des membres de l'association 3DSinBordeaux cette acharnement démontre plutôt une patience incroyable. Judith nous parle ainsi de ces Pokémon shineys, extrêmement compliqués à trouver. « Ce sont des créatures de couleurs différentes, il y a une probabilité d'une chance sur 4096 d'en trouver une. Les enfants n'ont pas cette patience de les chercher. » Il faut être un véritable Indiana Jones de la capture tant ces shineys sont traqués par les collectionneurs.

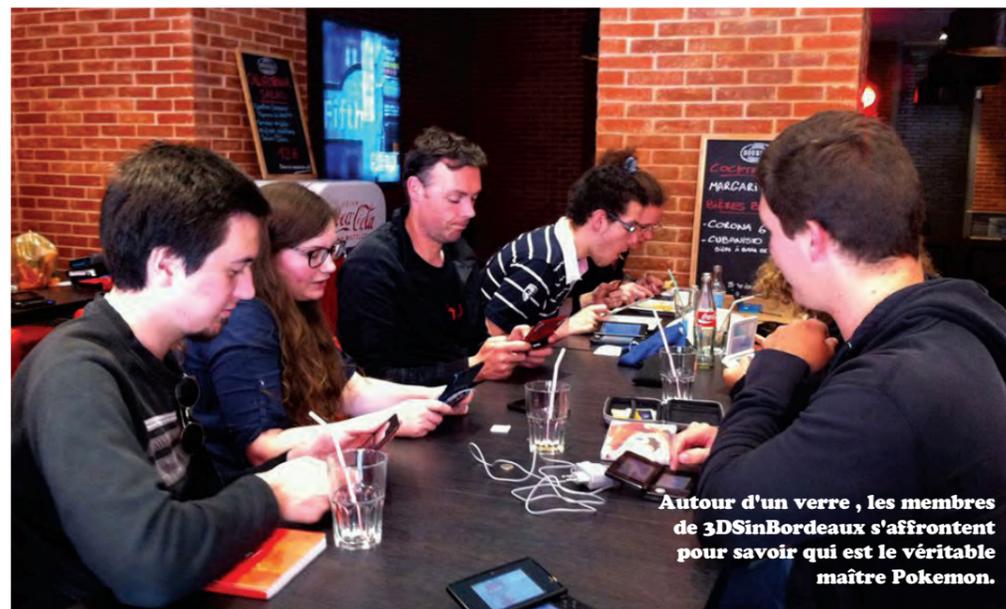


### UNE POPULARITÉ GRANDIS-SANTE

Pour Romain, propriétaire d'une boutique de jeux vidéo à Bordeaux, le principe surréaliste sans fin concrète permet à Pokémon de tenir en haleine ses joueurs : « Dans un jeu lambda, dit-il, quand tu as terminé l'aventure principale, on ne te propose plus rien. Dans Pokémon c'est totalement différent. Quand tu bats la Ligue, tu as plusieurs alternatives qui s'offrent à toi comme tous les attraper ou en faire des machines de combat ». Un principe obsessionnel s'instaure. Conclure le jeu à 100% relève de l'exploit, surtout avec les dernières versions où l'on compte pas moins de 719 pokémons capturables. « Avant, on ne pouvait parler de Pokémon qu'en cour de récréation. Le jeu s'est incroyablement démocratisé, sortir sa GameBoy dans les transports en commun n'est plus considéré comme ringard », insiste le propriétaire de la boutique. Nintendo n'a jamais voulu franchir le pas d'un jeu Pokémon plus sombre et mature. Pourtant la firme a su se désenclaver du monde des enfants pour proposer un contenu pouvant satisfaire toutes les classes d'âge. Ces adultes recherchent avant tout le plaisir de partager leur passion d'un jeu indémodable. Pas d'addiction, juste de la collection.



Autour d'un verre, les membres de 3DSinBordeaux s'affrontent pour savoir qui est le véritable maître Pokémon.



# SAUTERNES

## GARE À LA LGV

« LGV : non à la destruction du patrimoine viticole ! ». Message de colère écrit à la hâte sur une banderole devant un château de Beautiran. Un cri d'indignation qui rompt la douce monotonie des paysages du Médoc. Ces manifestations d'opposition au projet de construction de la future LGV sont de plus en plus fréquentes chez les viticulteurs de la région. Explication.

Texte & photo

Solène Patron

teur et n'aura donc pas d'effet sur sa climatologie ».

### UN MICROCLIMAT MENACÉ

Pas si sûr, rétorque Xavier Planty, directeur du château Guiraud et président de l'organisme de défense et de gestion de Sauternes. « La SNCF n'est pas capable de démontrer que la LGV n'aura aucun impact sur nos vignes. Nous n'avons reçu aucun rapport d'expertise à ce propos ». Xavier Planty craint avant tout que la terre du Sauternais ne perde son statut particulier d'AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) suite aux travaux. « Une fois qu'une terre a été creusée, modifiée, elle perd son AOC. » Le goût unique des vins de Sauternes est dû à l'emplacement de leur terre. Or, ce lien au terroir fait

appel à des questions de géologie, d'ensoleillement, de climatologie... « À Sauternes, nous bénéficions d'un microclimat spécifique, déjà observé par nos ancêtres, qui est à l'origine de la pourriture noble qui fait la qualité de nos vins ».

### LE SIVENS AQUITAIN ?

Problème. La LGV va tuer la forêt qui protège les eaux du Ciron du soleil et donc de la chaleur. Or, c'est la fraîcheur des eaux ainsi conservée qui crée en arrivant sur les terres chaudes du Sauternais les fameux brouillards qui génèrent la pourriture noble. « La LGV ne traverse pas notre vignoble mais notre machine climatique ! » s'exclame M. Planty. « Elle risque de perturber la climatologie de la région et donc la qualité de nos vins. Si l'État prend le risque de mettre en danger notre

terroir, c'est que toutes les AOC sont du bidon ! ».

Pour Gilles Savary, député de la 9ème circonscription de la Gironde et conseiller transport au plan national et européen, « la construction de ces lignes est incongrue » car c'est à la fois « la solution la plus coûteuse et la moins respectueuse de l'environnement aquitain ». « C'est le pire des endroits pour construire des rails, explique-t-il, car il est d'une richesse écologique rare ». M. Savary s'inquiète des réactions des viticulteurs qui ne supporteraient pas qu'une telle menace pèse sur leurs vins. « Sur le terrain, j'observe une forte unanimité contre le projet, remarque le député, chez les grands propriétaires comme chez les petits viticulteurs. Je pense, ajoute-t-il catégorique, que le jour où les travaux commenceront, l'opposition sera au moins aussi forte qu'à Sivens. »



À Barsac, le Ciron arrose les vignes du Sauternais menacés par la LGV.

# BORDEAUX-MÉRIGNAC

## LE LOW COST PREND SON ENVOL

Des voyageurs se dirigent vers le terminal Billi. Cet été plus de 70 destinations en low-cost seront disponibles.



Service presse Aéroport de Mérignac.

« Partir à Londres, Lisbonne ou encore Madrid pour moins de 50€ ? Ce n'est plus un rêve. » Vous avez déjà entendu cette phrase ? Au départ de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac, les compagnies low-cost promettent des vols à la portée de tous. Ouvert depuis 2010, le terminal Billi est dédié à ces destinations à bas coûts. En 2014, 40% des passagers ont embarqué via ce hangar. Conséquence ? L'aéroport affiche une croissance de 7%, meilleur résultat en France pour un aéroport régional. Doit-on parler d'un remède miracle pour tous ou d'une exception locale ? Enquête.

**J**e paye 20€ mon billet aller-retour vers Bruxelles ! À ce tarif là je suis prête à faire quelques concessions, s'enthousiasme Sophie. Pour ce prix, un maximum de 10kg en cabine est autorisé. Plus ? Il faudra passer en caisse, « Pour un séjour express de 3 jours, ça ne me gêne strictement pas », confirme t-elle. Afin de gagner du temps, cette voyageuse s'est enregistrée en ligne. « On essaye de le rappeler à nos voyageurs, c'est un gain de temps considérable pour nous », déclare un agent d'escale.

Le modèle économique des agences low-cost (essentiellement Ryanair et Easyjet à Bordeaux-Méri-

Garo Kevorkian

gnac) impose un timing qui doit être rigoureusement suivi. L'enregistrement se fait deux heures avant le vol, avec une impossibilité de monter à bord quarante minutes avant le départ. Le voyageur prévoyant n'a plus qu'à peser ses bagages et à embarquer. Ces procédures permettent à la compagnie Easyjet de faire décoller, en moyenne, treize vols par jour à destination de toute l'Europe. Bienvenue au terminal Bordeaux Illico, dit « Billi ».

### LE LOW-COST COMME RELAI DE CROISSANCE

À la mi-janvier, Pascal Personne

– directeur de l'aéroport Bordeaux-Mérignac – annonce fièrement à la presse une sixième année consécutive de croissance. Peu importe si en 2014 elle n'est plus à deux chiffres. Avec +7%, elle reste la meilleure progression parmi les aéroports français. Son trafic global s'est établi désormais à cinq millions de passagers. Le low-cost représente 40% du trafic : on y trouve les vols en direction du Royaume-Uni, du Benelux ou encore de l'Italie et de l'Espagne en tête de liste. 2014 voit l'ouverture de lignes directes en direction de Marrakech, Genève ou Istanbul. À coups d'accords commerciaux, l'équipe dirigeante et les compagnies aériennes ont permis l'ouverture de

quinze nouvelles lignes, et en prévoient dix autres pour 2015. Pour la prochaine période estivale : Prague, Vienne et Athènes sont déjà annoncées. Le terminal Billi est-il adapté à cet afflux de passagers ? « Pas vraiment dans les conditions actuelles, déclare notre agent d'escale. Actuellement, quatre avions de type A320 peuvent se poser en simultané, des travaux doivent nous permettre d'aller jusqu'à six avions ». À cause de ce flux tendu l'été dernier, un état de saturation s'est fait ressentir. À l'automne 2014, l'extension de Billi est actée et la multiplication des points d'embarquements est décidée. Un investissement avec un coût « très raisonnable » selon la direction, qui devrait désormais afficher une surface de 4000m<sup>2</sup> disponible pour les vols low-cost. L'ouverture au public est prévue pour juin 2015.

Le succès des compagnies à bas coûts se confirme partout en Europe, avec en moyenne, une croissance de 6% par an. Une rude compétition s'est installée parmi les aéroports régionaux pour les attirer. Pour Romain Guillot, rédacteur en chef, du

*Journal de l'Aviation*, le contrat se négocie sur deux aspects : « Le volume : le montant est calculé en fonction du trafic apporté. La compagnie qui apporte des centaines de milliers de personnes sur la plateforme aura des ristournes plus importantes, qu'une autre qui ne transporte que trois cent voyageurs par semaine. L'ancienneté prime également. À l'inverse, on peut imaginer des ristournes aux nouveaux arrivants afin d'augmenter l'attractivité ». En trois ans, le business du low-cost a fait gagner un million de passagers à l'aéroport de Bordeaux-Mérignac. Plus qu'une opportunité, ce modèle économique est apparu comme une nécessité.

### PRENDRE LE TRAIN EN MARCHÉ

Dès 2007, le choix de la direction a été de développer le potentiel bordelais en matière de compagnies à bas coûts. Quelques années auparavant, la région, l'Etat et la SNCF se sont mis d'accord sur la création d'une future Ligne à Grande Vitesse (LGV), qui doit relier Paris à Bordeaux en deux heures. D'après Romain Guillot : « cela aurait eu un impact considérable si des mesures n'avaient pas été prises », affirme t-il, « nous avons déjà eu la démonstration avec l'aéroport lyonnais ». Aujourd'hui, les vols au départ de Bordeaux en direction de Paris durent cinquante minutes. À cela s'ajoutent les délais d'attente, liés à des questions

de sûreté. En 2017, la desserte aérienne en direction de la capitale sera concurrencée de front par une liaison ferroviaire qui va de centre-ville à centre-ville en deux heures. Du côté de la SNCF, peu de commentaires sur ce sujet. Comme n'importe quelle entreprise, « le développement de notre offre est vital », d'après le service presse du réseau ferré. Quid des futurs tarifs ? « Données confidentielles et non encore définies ». Fin de non-recevoir. Afin d'absorber le choc ferroviaire, l'aéroport mise aussi sur un « effet de masse » et opte pour une croissance externe. La multiplication des lignes low-cost, la création du terminale Billi sont donc des mesures d'anticipation. Malgré tout, la direction s'attend à perdre jusqu'à 900 000 passagers sur la navette Bordeaux-Orly après la mise en circulation de la LGV. De plus, la ligne est entièrement gérée par la compagnie Air France. Ainsi plus de 14 vols par jour sont programmés en direction d'Orly (6 vols sur Roissy), ce qui empêche la venue d'un deuxième entrant. Il faut rajouter à cela des prix minis, selon la disponibilité des stocks, qui permettent un départ à 49€. Le terminal Billi permet donc de contrer la future venue de la LGV en proposant des vols de plus en plus diversifiés, et d'accueillir le plus grand nombre. Objectif affiché : pallier le manque à gagner des vols en direction de Paris.

## PASCAL PERSONNE

Primé l'an dernier par Alain Juppé pour son activisme au sein du Club des Ambassadeurs de Bordeaux, Pascal Personne répond à nos questions.

### Pensez-vous conserver vos nouveaux clients ?

Oui, car ils sont des passagers qui resteront aériens malgré la ligne ferroviaire. Nous travaillons avec des pays frontaliers, mais nous cibons surtout l'Allemagne (Munich est la seule ligne ouverte). On veut continuer à irriguer l'Europe.

### Comment vendre Bordeaux, par rapport à vos concurrents ?

Bordeaux et sa région sont extraordinairement attractives. D'abord la ville, qui est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Certes, nous n'avons pas Airbus, qui est une énorme locomotive pour l'aéroport de Toulouse. Néanmoins nous avons de nombreuses filières de croissance : l'aéronautique spatiale de défense (ASD) basé à Mérignac, ou Sabena Technics qui s'occupe de la maintenance pointue des avions Boeing et Airbus. Sans oublier Thalès et la filiale spatiale d'Airbus : Astrium. En dehors du secteur d'activité militaire, des entreprises autour de la médicale et des neurosciences sont également établies. Au final notre rôle est de dire que Bordeaux est une ville à la fois touristique et économique.

### Comment expliquez-vous vos bons chiffres sur le low-cost ?

Grâce au profil de la clientèle. Elle est double. A la fois liée aux loisirs et au business. Beaucoup de lignes low-cost sont pérennes, grâce à l'équilibre entre ces deux publics. Notre succès n'est pas artificiel. Nous attirons tout le monde. D'ailleurs, dans tous les sondages Bordeaux reste l'une des villes les plus attractives. Nos lignes aériennes démontrent cela.

### Le développement à l'international de l'aéroport et l'arrivée de la LGV, n'est ce pas la région la grande gagnante de cette concurrence ?

Tout à fait. Tout le monde va gagner. Les liens Bordeaux / Paris vont se développer dans les deux sens. Nous, à l'aéroport, nous nous sommes préparés en amont. Certes, nous allons perdre du trafic sur la navette. Mais notre développement à l'international est un projet à long terme. Enfin, à l'horizon 2016, j'espère la mise en place d'une navette en direction de la future gare de Pessac Alouette. Si cela se fait, le passager aura la garantie de rejoindre la gare Saint-Jean en moins de trente minutes à son atterrissage. Je souhaite vraiment ce lien intermodal.

### ■ GARO KEVORKIAN



Service presse Aéroport de Mérignac.

L'importante activité touristique de Billi a vu la titularisation de huit emplois, notamment auprès du personnel d'assistance. À cela s'ajoute la création de postes liés aux commerces alentours (kiosquiers, cafés, restaurants).

# BARAQUE AU BAS MOT

Dans les contrées lointaines de Mérignac, quartier d'Arlac, se trouve une jolie bâtisse : le Château de Psychotte, aussi appelé Maison Carrée d'Arlac. Elle est très peu visible. Les habitants de la ville ne la connaissent pas tous. Située sur la ligne du tram B, il faut s'arrêter à l'arrêt Psychotte. La particularité de cette Maison ? Sa ressemblance frappante avec la Maison Blanche à Washington D.C. Découverte de ce lieu à l'abandon.



**Le Château de Psychotte reprendra vie en 2016 après d'importants travaux. En espérant avoir le prestige de la Maison Blanche**

À première vue, la Maison Carrée d'Arlac déçoit énormément. Le jardin n'est pas entretenu. La boue a pris place sur l'ensemble du terrain. Les façades du Château sont taguées de part et d'autre des colonnes. Les marches de l'entrée sont brisées. Il n'existe ni visite guidée, ni panneaux expliquant l'intérêt de ce lieu. Les portes sont fermées. Les fenêtres emmurées. Le Château est une coquille vide, au sens propre comme au figuré. Il ne retient l'attention de personne. Seul un panneau délabré à l'entrée du parc indique : « Classé Monument Historique depuis 1983 ».

## UNE RECHERCHE IDENTITAIRE

Nous sommes en 1990. Mérignac rachète symboliquement la Maison Carrée, laissée à l'abandon. Il faut de nombreuses années pour trouver comment exploiter ce bâtiment à bon escient. Trop

Textes & photo  
Mélodie Delaunay

petit pour accueillir un musée. Des rénovations trop coûteuses pour qu'on les prenne à la légère. « La ville voulait surtout exploiter l'espace de la Maison Carrée pour le service public et ouvrir ce lieu à tous » explique Virginie Bougant, chargée de communication de Mérignac. Différents projets sont proposés pendant de nombreuses années. Rien n'aboutit. Le Château ne garde qu'une seule chose : sa ressemblance avec la Maison Blanche.

## WHITE HOUSE ET PSYCHOTTE ?

La Maison Blanche est construite de 1792 à 1800. Beaucoup d'historiens admettent que les plans sont les mêmes que ceux de la Maison Carrée d'Arlac. Les ressemblances ? Comme à Washington, la Maison Carrée possède 22 marches permettant d'accéder à la rotonde centrale,

composée de huit colonnes. Si l'échelle n'est pas la même, la ressemblance demeure saisissante.

## UNE RENAISSANCE

Débutent en 2015 d'importants travaux de rénovation et de réhabilitation de la Maison Carrée d'Arlac. Elle s'étend sur une surface de 300 m<sup>2</sup>, ce qui n'est pas si grand pour un bâtiment public. Mais la municipalité a tranché. Le but est de déplacer une partie du conservatoire de Mérignac entre ses murs. Le Château pourra ainsi accueillir des salles de répétitions, d'enregistrements, des formations à la musique assistée par ordinateur... D'autres lieux recevront les 1500 adhérents du conservatoire. Le jardin public autour du Château de Psychotte se trouvera également aménagé dans le même temps. La Maison Carrée prendra une nouvelle dimension l'année prochaine. Les travaux sont colossaux en terme de budget et d'aménagements. Projet à suivre...

# ARTISTES SYRIENS L'ENGAGEMENT

Ils sont photographes, peintres, dessinateurs ou cinéastes. Ils sont Syriens et ils expriment l'horreur d'un conflit qui détruit leur pays depuis 4 ans. Ces artistes contemporains exposent jusqu'au 12 février au Rocher de Palmer (Cenon) cette réalité bouleversante à travers leurs regards de citoyens.

L'exposition « L'art en marche, artistes syriens d'aujourd'hui » présente une soixantaine d'œuvres – photographies, dessins, peintures, œuvres numériques – et rend hommage au travail de ces hommes qui continuent à créer dans le chaos. Certains vivent encore en Syrie, mais la plupart ont été contraints à l'exil et vivent désormais en Europe.

## UNE RÉVOLUTION MODERNE

Une vidéo diffuse des images de guerre en noir et blanc. Des ruines, un père qui porte sa fille dans ses bras, des visages recouverts de sang. C'est la première œuvre de l'exposition. Celle qui capte d'entrée l'attention des spectateurs, comme paralysés par tant de violence. L'œuvre est signée Akram al Halabi, un artiste syrien né sur le plateau du Golan en 1981. Il vit aujourd'hui à Vienne. Il n'est plus autorisé à se rendre en Syrie. Un artiste sans papier ni nationalité. À travers ses œuvres - des images extraites de vidéos publiées sur internet - il dénonce le régime de Bashar Al Assad. Il écrit des mots simples sur les images qu'il capture avec la volonté de décrire ce qu'il voit. « Parce qu'il n'y a rien d'autre à dire face à de telles horreurs » explique-t-il. « Heart, blood, bullet, stones, Syria » sont les mots qu'il écrit le plus souvent. Parfois en anglais « pour que mon message soit compréhensible par tous ». Parfois en arabe « pour montrer l'éclatement de la culture syrienne ». Malgré son sourire et sa joie d'être exposé en France, Akram craint de ne plus avoir la force de

Texte & photos

Solène Patron

créer. Alors il revient encore et encore sur les images qu'il a prises, les compile, en fait des films qu'il diffuse sur les réseaux sociaux. « J'aime cette façon moderne de faire la révolution parce que le peuple utilise tous les moyens qu'il a à sa disposition pour gagner sa liberté. »

## « TU ES CON ! »

À l'entrée de la deuxième salle, deux toiles disposées l'une au dessus de l'autre captent l'attention. Ce sont deux portraits de Bashar, représenté sous les traits d'un monstre verdâtre aux yeux globuleux. Sorte de gnome aussi effrayant que ridicule. Ces toiles hautement subversives sont l'œuvre du discret Monif Ajaj, un peintre syrien de 47 ans. Avant de s'installer en 2012 près de Périgueux avec sa famille pour fuir la guerre, Monif a vécu à quelques pas du palais de Bashar en Syrie. Pas l'endroit idéal pour faire la révolution. Alors, même s'il aurait souhaité rester dans son pays, auprès de ses proches, Monif se dit chanceux de pouvoir créer librement en France. « C'est ma participation à la révolution ». Dans ses toiles, mélange de dessins au fusain et de graffitis, il exprime toute sa colère. Sur l'une d'elles, il écrit en arabe : « Tu es con ! », insulte lancée comme un défi à Bashar. « Je dessine pour m'apaiser et aussi parce qu'il n'y a rien d'autre à faire quand je veux crier ».

## LA TÊTE DANS LES ÉTOILES

Plus loin, une série de six photogra-

phies frappe le regard. Des images brutes d'une ville en ruine trouée par les balles. Elles ont été prises à Alep par Muzaffar Salman, un photojournaliste de 38 ans engagé en 2013 par Reuters pour couvrir le conflit. Pendant deux ans, il vit aux côtés de l'armée syrienne libre et photographie le quotidien de ces Syriens inexpérimentés engagés dans le combat. « Je veux montrer ces gens simples, qui ne sont pas djihadistes, et qui font la révolution pour la liberté. ». Muzaffar montre du doigt une de ses photos. On

y voit un jeune syrien qui marche de nuit. « Quand il a vu la photo, il a été ému car il a vu les étoiles. Ça faisait deux ans qu'il n'avait pas vu les étoiles. » Muzaffar est arrivé en France en avril, lui non plus ne voulait pas fuir son pays. Mais un groupe de l'État islamique a essayé de le kidnapper et il s'est juré de ne jamais revenir en Syrie. Avec pudeur, il explique être toujours choqué. « J'ai besoin de temps pour me remettre. En tuant nos proches, c'est notre âme que le régime atteint ».

Monif Ajaj, devant l'une de ses toiles.



Inauguration le 24 janvier en présence d'Alain Juppé, maire de Bordeaux.

L'apparition du syndicalisme en France est le fruit d'un siècle de lutte depuis la loi Le Chapelier de 1791, les révolutions de 1830 et 1848 jusqu'à la commune de Paris. Du 23 au 28 septembre 1895 est organisé à Limoges le congrès constitutif de la CGT.



Le but du congrès de Limoges est de consacrer l'unification du mouvement syndical. Il réunit les délégués de 28 fédérations d'industrie ou de métier, 18 bourses du travail et 126 syndicats non-fédérés.



En 1921, soit l'année qui suit le congrès de Tours de la SFIO, la CGT se scinde entre opposant et partisans de la IIIe Internationale. Ces derniers majoritaires créent la Section Française de l'Internationale communiste (SFIC).



Mais cela ne dura pas. L'échec du Front Populaire, les accords de Munich, le pacte germano-soviétique... La succession de ces événements divise comme en 1921 la CGT, entre confédérés et unitaires.



# LA CGT A 120 ANS À LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

L'adhésion syndicale n'a plus le vent en poupe. Baisses des effectifs, crises, modification du marché de l'emploi... Pourtant le syndicalisme en France est ancré dans le temps, comme la CGT, qui fête sa cent-vingtième année. Enquête sur un modèle qui cherche un nouveau dynamisme.

**Q**u'il est loin le temps où, au sortir de la guerre, la Confédération Générale du Travail comptait jusqu'à 4 millions d'adhérents. Aujourd'hui, le nombre de syndiqués tourne aux alentours de 700 000. Cette baisse ne concerne pas seulement la CGT, mais aussi l'ensemble des syndicats français. Particulièrement significatif dans les années 80, cet essoufflement se stabilise depuis une vingtaine d'années. Actuellement, le taux de syndicalisation dans l'Hexagone est de 7 à 8%. Un des plus faibles parmi les pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). En 2013, l'Allemagne comptait 17,7% de salariés syndiqués, l'Italie 36,9%, le Royaume-Uni 25,4%, la Suède 67,7%, la Norvège 53,5%. Notons que si les syndicats français ont maintenu

leur taux d'adhésion, leurs voisins ont connu un recul depuis 2010.

**DEUX CONCEPTIONS DU SYNDICALISME**

Comment expliquer cette faiblesse du syndicalisme français face à ces voisins alors que notre pays porte une histoire sociale forte et que certaines centrales syndicales comme la CGT affichent une vraie longévité ? Tout d'abord, par la particularité de la législation française. La tradition jacobine face à la tradition protestante. Avec 93%, la France est le pays qui possède le taux de couverture le plus élevé de salariés liés à des conventions collectives. A contrario, si le taux de syndicalisation est aussi important dans les pays scandinaves, cela est dû à l'application du « système de Gand ». Il faut être syndiqué pour pouvoir bénéficier de certaines

prestations comme le chômage. Chose impensable pour tout syndicaliste français.

**UN MARCHÉ DU TRAVAIL MODIFIÉ**

Une autre hypothèse face à cette faible syndicalisation est la mutation du marché du travail : précarisation de l'emploi avec la multiplication de CDD, recours croissant à l'intérim, multiplication de la sous-traitance... D'une société industrielle, nous sommes passés à une société de services. En 120 ans, la CGT a surtout développé son savoir-faire syndical auprès des ouvriers. Elle est très présente dans les services publics ou les grosses entreprises privées. Aujourd'hui, la centrale tente de se développer dans le commerce et la distribution. En terme de militants, la CGT, avec moins de 700 000 adhérents, est supplantée par la CFDT qui compte 850 000 enrôlés. La doyenne des syndicats

reste pourtant la première force lors des élections prud'homales et professionnelles.

**UN RAJEUNISSEMENT NÉCESSAIRE**

L'absence de jeunes cadres dans les instances dirigeantes contribue à cette désaffection. Les derniers soubresauts provoqués par les révélations sur Thierry Lepaon (mis en cause pour des travaux personnels payés par le syndicat, ndr), illustrent une crise de la représentativité du syndicaliste de base. Le vieillissement des cadres depuis les années 80 et 90 est problématique pour la CGT. Les adhérents ont pour la moitié plus de 50 ans, seuls 15% ont moins de 35 ans. Malgré la volonté affichée de s'ouvrir aux plus jeunes, certains, parmi les syndicalistes les plus anciens, ne peuvent s'empêcher de penser qu'une « génération a été sacrifiée ».

# 5 QUESTIONS À... VALÉRY LOZAT

## 50 ANS, CONSEILLER SALARIÉ DU RHÔNE, MEMBRE CGT

Comment ont été vécues les révélations sur le niveau de vie de Thierry Lepaon, à l'intérieur du partiau sein de la CGT à Lyon ? Sur le coup, ceci a été très mal vécu, car les secrétaires généraux confédéraux précédents prenaient bien garde à ne pas exhiber leurs avantages en nature. Du coup Thierry Lepaon est apparu comme un arriviste qui a gaspillé de l'argent. Il semblait en interne, davantage comme un benêt que comme un individu corrompu.

Quels sont selon vous les défis que doit surmonter la CGT en 2015 pour sortir de la crise ?

**Les choses à savoir pour faire partie de la CGT, selon Valéry Lozat**

Un minimum de lucidité sur la réalité des entreprises, très dure en France.

Savoir que le mal incarné dans l'humain existe (je l'ai rencontré mais le mal absolu et le diable sont des fictions). Il n'y a que le collectif et la solidarité qui permettent de lutter.

Faire la fête, bien manger, bien boire, sont des moyens-simples et puissants pour retrouver le sens du collectif. Se méfier des beaux parleurs qui expriment des valeurs humaines en pensant à leur nombril (pas toujours évident à repérer).

Se fier à son instinct et non à ses oreilles (les porteurs d'amour sont par contre facile à repérer quand il y a affinité).

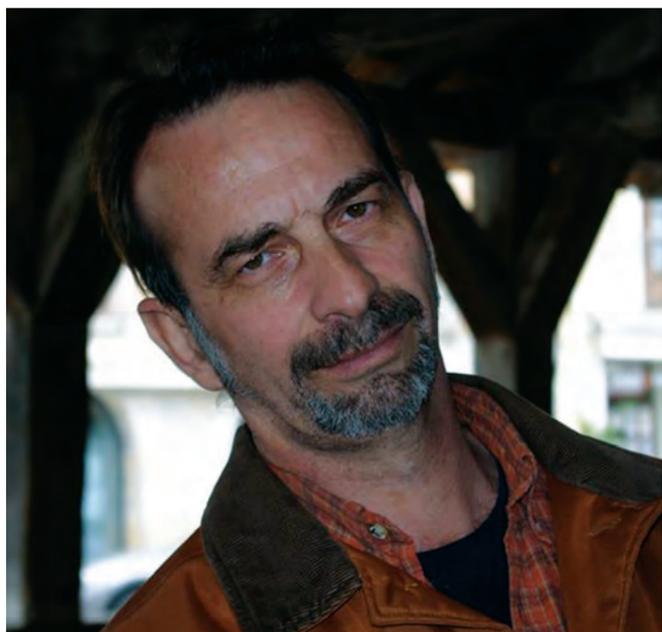
Selon un proverbe : il n'y a pas de meilleur chrétien qu'un bon communiste. Un bon militant de la CGT, c'est un chrétien sans dieu ou agnostique (encore qu'un bon chrétien puisse être aussi un bon militant CGT, j'en ai rencontré un).

Textes  
Mélanie Delaunay

La crise de la démocratie électorale touche la CGT plus que les autres organisations syndicales. Car c'est l'une des seules réellement et historiquement démocratique. Sa représentation élue, a davantage de légitimité que les autres car elle est contrôlée, critiquée en permanence en interne. Vous savez, la démocratie n'est pas un long fleuve tranquille.

**Les 120 ans de la CGT signent un nouveau virage pour la confédération. Comment voyez-vous son avenir qui pour l'instant est entaché de conflits ?**

La prise de conscience d'un virage à prendre par la CGT s'est cristallisée lors du 47e congrès, instance dans laquelle tout se décide à la CGT. Une charte de la vie syndicale a été adoptée pour essayer d'impulser une dynamique de syndicalisation. Sans doute, cette charte qui insiste sur la formation et le débat, a t-elle



Valéry Lozat

eu des impacts positifs en interne. Malheureusement cela ne s'est pas traduit par davantage de syndicalisation, au contraire je crois. L'avenir dépend du sens de l'émancipation collective de chacun dans la société. Il y a des mouvements collectifs spontanés qui se créent, mais hors de toute structure représentative existante. La CGT devrait être bien placée pour relayer ce nouveau sens collectif en pleine renaissance car c'est dans ses gènes.

**Qui présentez-vous à la tête de la CGT prochainement ? On parle beaucoup de Philippe Martinez...**  
Ce militant a l'air plus crédible que Lepaon. Il n'arrête pas de se poser

en tant que candidat. On aimerait qu'il avance des idées plutôt que son charisme car cela n'est pas un programme (comme l'avait fait Lepaon auparavant).

**La CGT a-t-elle encore un aussi grand pouvoir dans le dialogue social qu'elle le prétend ?**

Le dialogue social est une fiction depuis un bon bout de temps. Je crois que le syndicalisme aujourd'hui est devenu essentiellement une bataille juridique pour défendre pied à pied les droits des salariés sans cesse bafoués sur le terrain, et pas seulement dans les TPE et les PME.

## LA CGT EN 10 DATES

**1895** La CGT (Confédération Générale du Travail) est née. Ses principaux piliers sont la fédération du livre et celle des cheminots. Seul syndicat français jusqu'en 1919.

**1947** La CGT se scinde en deux. D'un côté les minoritaires, qui refusent la soumission au Parti Communiste, créent la confédération « CGT-Force ouvrière ». De l'autre côté, les enseignants, qui ne veulent pas choisir entre la CGT et FO, créent la FEN (Fédération de l'Éducation Nationale).

**1945** Benoît Frachon devient le leader principal de la centrale.

**1967** Georges Ségué, ancien typographe lui succède à la tête de la CGT. Principal négociateur pendant Mai 68 lors des accords de Grenelle.

**1981** La CGT appelle à voter pour François Mitterrand au second tour des élections présidentielles.

**1982** Henri Krazucki, fils d'immigrés polonais et ancien ajusteur chez Renault, est nommé secrétaire général.

**1992** Louis Viannet devient leader et sort la CGT de son isolement. Virage spectaculaire de la Confédération Générale du Travail qui devient acteur principal dans les négociations avec le patronat.

**1998** Bernard Thibault lui succède. Mandat marqué par un large succès en 2006 lorsque la CGT gagne contre « le contrat première embauche », défendu par le gouvernement Villepin.

**2013** Après une longue bataille, Thierry Lepaon devient le nouveau secrétaire général. Des révélations sur son train de vie fin 2014 plongent la CGT dans une crise identitaire.

**2015** Qui sera le nouveau secrétaire général de la CGT ?

# SOCIETY

## LA FAMILLE "SO PRESS" S'AGRANDIT

Après *So Foot*, *Pédale*, *Doolittle*, *So Film* et *So Foot Junior*, la famille *So Press* est heureuse d'annoncer la venue au monde, le 6 mars 2015, de leur nouveau bébé : *Society*. Même liberté de ton, même humour, même ADN, ce quinzomadaire de société, loin de vouloir concurrencer les hebdomadaires traditionnels, cherchera simplement à être « le reflet de notre époque, pour le meilleur et pour le pire... ».



Erwan Bruckert

Sortir un bimensuel papier, généraliste, comportant des formats longs et de grands reportages, en 2015 ! Nul doute que le clan *So Press* s'apprête à relever, avec *Society*, son défi le plus audacieux depuis 2003, date du lancement de son titre phare, *So Foot*, élaboré à l'origine avec seulement 450€ en poche. Pourtant, Stéphane Régy, directeur éditorial de *So Foot* et futur rédacteur en chef de *Society*, parle de son futur newsmag avec une assurance et une simplicité déconcertantes. À la manière d'un ado qui bricolerait un quatre pages dans son garage, il semble faire fi des études de marché, se moquer des stratégies, pour ne suivre que ses envies : « on va essayer de faire avec *Society* ce que nous faisons avec *So Foot* pour le foot. C'est à dire un magazine qui nous ressemble, dans lequel on va parler de ce qui nous intéresse et de la manière dont on veut en parler ». Pas une once d'affolement ou d'in-

quiétude ne se fait ressentir dans la voix de ce trentenaire, pote de longue date et véritable bras droit du médiatisé Franck Anness, patron et fondateur du groupe. Et Dieu sait que quelques sueurs froides seraient légitimes. Pour financer *Society*, le groupe a ni plus ni moins fait appel à sept actionnaires privés extérieurs et contracter un emprunt de 700.000€ auprès de la Banque Publique d'Investissement. Sans parler de l'ambitieux objectif de ventes, calqué sur celui de *So Foot*, se situant aux alentours de 60.000 unités. Mais l'équipe de la « So Sphère », comme ils aiment s'appeler, est sereine. La raison est simple : ils ont toujours voulu faire ça. « En fait, on a toujours eu ce fantasme de pouvoir parler de tout, avoue Stéphane Régy. On ne s'est jamais considéré comme des journalistes sportifs, ni comme des journalistes de cinéma, mais juste comme des journalistes qui aiment le foot et le cinéma comme ils



newsmags. Ce sera obligatoirement différent. Il y aura de l'actu, oui, forcément, mais quand tu liras un article sur Sarkozy dans *Society*, ça ne ressemblera à rien de ce que tu pourras lire autre part ».

De *So Foot* à *Society*, en passant par *So Film* et *Pédale*, la recette reste donc la même : c'est le traitement de l'info qui fera sortir le quinzomadaire des sentiers battus, avec pour ligne directrice la règle du triple H si chère à Franck Anness : de l'Humain, de l'Humour, des Histoires. « Comme on veut faire un magazine qui nous ressemble, on ne va pas reprendre le code des news, assure Stéphane Régy. Déjà, on n'aura pas de rubriques. Tout se succédera, un peu comme dans *So Foot*. On aime bien cette idée de bordel où tout cohabite. Il y aura plein de sujets qu'on ne lit pas dans la presse classique mais que, nous, on a envie d'écrire : des histoires considérées comme pas assez importantes, mais qui méritent selon nous d'être racontées, des gens qui ne sont pas des stars ou sur le devant de la scène politique ».

### FAMILY BUSINESS

Pour commencer cette nouvelle aventure, les pigistes « historiques » qui contribuent depuis des années aux canards du groupe ont été titularisés en CDI. Et pour cette occasion spéciale, la famille a voulu s'élargir encore davantage. À la manière d'un club de football qui chouchoute ses « socios », *So Press* propose aux futurs lecteurs, via la plateforme de financement participatif KissKissBank, de devenir des « abonnés fondateurs » du nouveau magazine. Un abonnement de 40€ et le lecteur verra son nom dans le 1er numéro. Un abonnement de 90€ lui donnera le droit de participer à une conférence de rédaction et à un « tournoi clandestin de ping-pong » dans les locaux. Enfin, plus fou, une participation de 999€ fera de vous un abonné à vie et un nom à jamais gravé sur une plaque au mur de la rédac. « Ce crowdfunding n'est en rien une nécessité financière. On aimait vraiment l'idée du côté famille dans cette démarche », conclut Stéphane Régy. Si c'est ça le reflet que *Society* veut donner de notre époque, on est preneur... »

### CASSER LES CODES

Après avoir ringardisé la presse sportive et cinématographique, beaucoup voient dans le lancement de *Society* le projet caché de concurrencer les hebdomadaires classiques que sont *Marianne*, *L'Express*, *L'Obs* ou *Le Point*. « Pas du tout ! J'ai lu ça un peu partout, mais pas du tout ! », lâche Régy, presque exaspéré. La périodicité – peu usitée – de *Society*, qui sortira en kiosques un vendredi sur deux, en fait, un objet médiatique particulier, qui n'a pas vocation à occuper les plates bandes de ces titres historiques : « En sortant toutes les deux semaines, on ne pourra évidemment pas être accroché autant à l'actu que ces

# PLUS BELLE LA VIE AUX BASSINS À FLOT ?



Jaël Galichet

Ce nouveau quartier, sorti tout droit d'une friche industrielle, semble avoir trouvé grâce aux yeux des nouveaux riverains, industriels et entreprises. Un exemple de politique urbaine réussie ?

Construire mieux dans le respect de l'environnement. Voilà le pari que s'est fixé la ville de Bordeaux et la métropole. Sans oublier de préserver le patrimoine architectural des sites, de promouvoir une attractivité nouvelle et d'y favoriser la mixité sociale. Le quartier des Bassins à flot, situé entre Bacalan et les Chartrons, est peut-être un exemple probant pour la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB). Charles-Henri Mignon, responsable de la Maison du projet des Bassins à flot, parle d'une mission réussie : « Les nouveaux bâtiments sont conçus pour être plus économiques en matière de consommation d'énergie. » Et d'ajouter : « L'identité du quar-

Jaël Galichet  
& Anaïs Furtade

tier a été conservée voire mise en valeur avec la reconversion des entrepôts, et la revalorisation d'un patrimoine portuaire et industriel », affirme-t-il. Certaines entreprises ont déjà choisi de s'y implanter, à l'instar de Cdiscount qui emploiera 1 000 salariés à terme. D'autres organismes, dont des écoles privées devraient également investir les locaux prévus à cet effet. C'est toute une économie créative à dimension culturelle qui se met en place avec, par exemple, la Cité des civilisations du vin qui devrait ouvrir ses portes en 2016. Quelques ombres pourtant ternissent ce tableau. Au milieu

des bâtiments contemporains de l'architecte Nicolas Michelin, des grues de chantier persistent çà et là et gênent le quotidien des premiers habitants déjà installés. Par ailleurs, rappelons que seuls les chantiers de la ville de Bordeaux bénéficient des plus gros budgets. À 3 000 euros le mètre carré, les Bassins à Flot pourraient être perçus comme un quartier pour privilégiés, dans une ville déjà propice à la gentrification. Charles-Henri Mignon, n'est pas de cet avis. « 40% des logements construits seront des logements sociaux », précise-t-il. « La force de ce projet reste ce dialogue ouvert et une forte concertation entre les promoteurs et les acteurs de l'urbanisme à Bordeaux ». »



## HOMMAGE

Rapprocher la bande dessinée, art graphique et moderne, et la Shoah, massacre historique, le « plus grand crime de l'humanité » selon François Hollande, n'est pas forcément évident. Pour le 70ème anniversaire de la journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité, le centre culturel Yavné à Bordeaux avait invité Isabelle Delorme, professeure-chercheuse en histoire contemporaine sur la bande dessinée. La conférencière a présenté un éventail de bandes dessinées sur la Shoah, dont *Maus*, la célèbre BD d'Art Spiegelman.

Représenter la Shoah en image n'est pas facile. Comment retranscrire l'horreur ? De manière figurative ? De façon abstraite ? Chaque auteur présenté par Isabelle Delorme a trouvé le ton juste. Des œuvres qui font partie, à part entière, de la mémoire de l'Holocauste, bien documentées et que l'enseignante présente à ses élèves. Une initiative originale.

■ Chloé Mormin

# CE QUI NE SERT PAS S'OUBLIE

Texte & photos Mélanie Delaunay

Ce qui ne sert pas s'oublie » investit les lieux du CAPC, le musée d'art contemporain de Bordeaux. Jusqu'en mai, cette exposition amène le visiteur à réfléchir, à examiner la situation mutante des objets de tous les jours par rapport à l'histoire et à l'héritage du passé. Entre autres, la transformation de certains objets pendant les périodes de colonialisme. Comment se passe la métamorphose d'un objet ? L'exposition nous montre que le subjectif et l'objectif jouent un rôle clé. Les

objets présentés s'accompagnent également de récits singuliers sur les traditions des peuples. Rideaux, télévisions, photographies, sons, pierres... Divers supports sont à la disposition des visiteurs pour prendre conscience de l'importance d'un objet. Entre différentes salles, on peut déchirer des photographies représentant des « fragments biographiques » de différents musées du monde. Le but ? Montrer l'importance de l'humain par rapport à l'objet. Cette exposition tente d'éclairer les mécanismes d'assimilation, d'acculturation et de réappropriation

des objets liés à l'histoire des peuples. Des auteurs comme Mathieu Kleyebe Abonnenc ou Sven Augustijnen présentent de façon personnelle leur façon de s'imprégner du passé. Plusieurs interprétations sont possibles, et les auteurs des objets laissent libre cours à l'imagination.

Informations pratiques : CAPC jusqu'au 3 mai 2015. Galerie Ferrère, 2ème étage.

La force de cette exposition: l'interaction entre les oeuvres et le public.



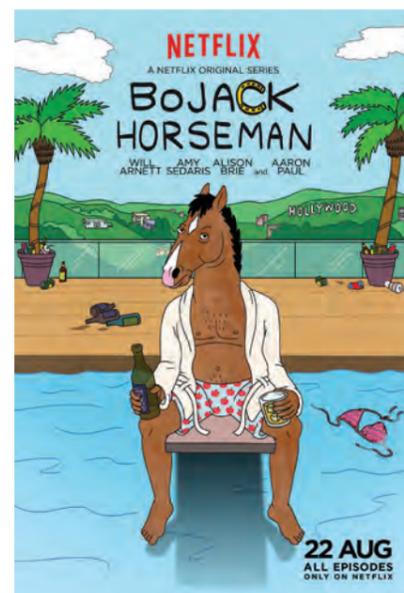
# L'INTERVIEW QUI TUE UNE SATIRE SANS PRÉTENTION

Dave Skylark (James Franco) est l'animateur d'un talk-show de divertissement abêtissant, sans cesse à la recherche du potin le plus graveleux. Un soir, en compagnie de son ami et producteur Aaron Rappaport (Seth Rogen), ils découvrent que Kim Jong-un est un fan inconditionnel de leur émission et parviennent à décrocher une interview exclusive du dictateur. Alpagués par la CIA, les deux acolytes se voient confier une tâche : assassiner le chef suprême de la République

populaire démocratique de Corée. Seulement, une fois arrivé à Pyongyang, Dave se lie d'amitié avec le leader nord-coréen et met en péril la mission... A la manière d'un Judd Apatow – leur complice de toujours -, Seth Rogen et Evan Goldberg nous livrent ici un film déjanté à l'humour bien gras, voire franchement scatologique. James Franco en fait des tonnes, multipliant les simagrées et les vanes pipi-caca, mais les amateurs du genre apprécieront... Au moins la première demi-

heure. Peu de films peuvent se targuer d'être au centre d'un conflit diplomatique entre deux états et *L'Interview qui tue* est de ceux-là. Le 24 novembre dernier, les studios de Sony Pictures avaient été victimes d'un piratage informatique, attribué par le FBI aux autorités nord-coréennes, probablement un tantinet à cran après avoir vu leur chef suprême dépeint en homosexuel refoulé, névrosé, amateur de Margaritas et groupe de Katy Perry...

■ E.B



# BOJACK HORSEMAN LA DÉPRESSION HILARANTE DE NETFLIX

Lancée en grande pompe par Netflix, le géant américain de films et de séries tv à la demande, *BoJack Horseman* est une série d'animation pour adultes où les humains côtoient des animaux anthropomorphiques. Créée par Raphael Bob-Waksberg, cette série est une alternative comique aux autres grosses productions de Netflix : *Orange Is The New Black* et *Marco Polo*. Le casting des voix est assez alléchant : Aaron Paul de *Breaking Bad*, Will Arnett d'*Arrested Development* et Alison Brie de *Community*. Netflix a ainsi investi de manière

conséquente pour proposer une série humoristique inédite dans son catalogue. L'intrigue se déroule dans un Hollywood en décadence où BoJack Horseman, un cheval comme son nom l'indique, est une ancienne vedette de sitcom familiale en pleine galère. Souvent influencé par son agent Princess Carolyn et Todd Chavez, un SDF, BoJack enchaîne les aventures malheureuses. Les plus illustres exemples sont le vol du « D » d'Hollywood ou la blessure de la cheville de Beyoncé. Si graphiquement la série se rapproche de *Futurama* et *Daria*, l'univers et

les dialogues rappellent évidemment *South Park*, sans pour autant basculer dans une vulgarité constante. Drogues dures, Alcool forts et parties fines sont le quotidien de BoJack. Ce dernier cherche avec Diane Nguyen, une biographe, à sortir de ce cercle vicieux. Si la série a mis du temps à convaincre les critiques, elle a su trouver son public avec ce héros has-been et totalement perché. Cette reconnaissance a même incité Netflix à commander une saison 2 programmée pour l'été 2015.

■ A.M

# LES NOUVEAUX SAUVAGES RIRE SANS ENTRAVES

Connecter ses zygomatics à une prise électrique. Le défi du réalisateur Damián Szifron avec ses *Relatos Salvajes*, littéralement « contes sauvages », tient en une phrase. Et de récits fabuleux, il en est bien question dans cet ovni cinématographique. Mais quand le rêve bleu tourne à la course poursuite, la mort au rat côtoie la pièce montée. Deux heures de situations absurdes poussées à leur paroxysme, c'est presque un euphémisme pour décrire ce film jouissif.

À Cannes l'année dernière, l'Argentine a certainement fait s'éclater une croquette guindée, en attendant de peut-être créer la surprise avec un Oscar du meilleur film étranger. L'explosion, c'est aussi le thème d'un des sketches du film porté par Ricardo Darín, LA star du cinéma argentin, excellent en spécialiste de la TNT qui se heurte à une administration bornée. On pense aux *Femmes au bord de la crise de nerfs* de Pedro Almodóvar qui ne s'est pas trompé en produisant ce deuxième long

métrage donnant à voir des pétages de plomb en rafale. La grande force du film tient surtout à sa puissance d'identification. Rien de plus humain que la jalousie, le désir de vengeance ou le sentiment d'injustice. Ce qui différencie les personnages de spectateurs qui les observent tiendrait en fait presque de la psychanalyse. Ils vont passer à l'acte quand on se l'interdit. Classieux dans son outreucidance, le film laisse alors une marque derrière le rire qui tâche.

■ H.H



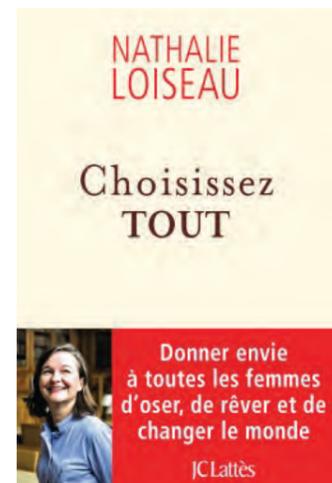
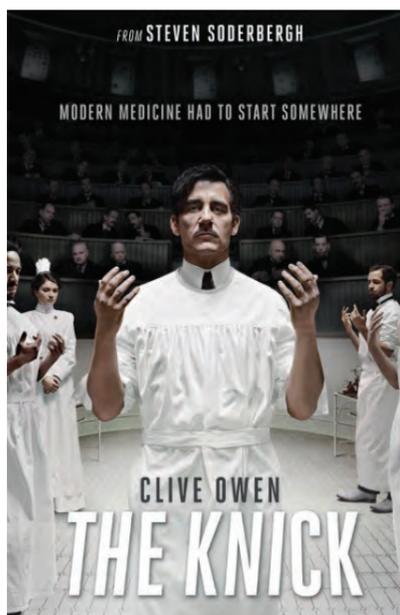
# THE KNICK LA BEAUTÉ GORE

Hôpital Knickerbocker, New-York, 1900. La chirurgie éclot dans une société gangrénée par les diktats religieux et la ségrégation. Des découvertes révolutionnaires remplacent les désinfections à l'eau de vie et les cataplasmes de vers de terre. Le docteur John Thackery, incarné par Clive Owen, est un pont de la médecine camé à la cocaïne. Il pratique les prémices de la chirurgie moderne jusqu'alors exercée

dans des échoppes de barbier. Ses expérimentations sont scrutées par un amphithéâtre de professeurs, de docteurs et d'étudiants. Le réalisme des opérations soulève l'estomac à une époque où la césarienne s'apparente plus à une éviscération. L'esthétisme des interventions et le geste chirurgical priment sur le sensationnel. Avec cette première saison de 10 épisodes, Steven Soderbergh découvre les joies du petit écran et libère

sa créativité. Exit la ringardise d'Urgences et le scénario gnan-gnan de Grey's Anatomy, *The Knick* révolutionne la série dramatico-médicale. Dans un esprit plus romanesque, *le soleil sous la soie* d'Eric Marchal retrace les aventures d'un chirurgien barbier sous Louis XIV.

■ S.B



Nathalie Loiseau, *Choisissez TOUT*, JC Lattès, 250p, 18€

## CHOISISSEZ TOUT DONNER ENVIE AUX FEMMES D'OSER

Dans une société qui aujourd'hui tourne en rond, Choisissez TOUT, publié en octobre 2014, invite les femmes à prendre leur place, pour révolutionner les habitudes d'un monde trop figé. Nathalie Loiseau a écrit ce livre, dédié aux femmes du monde entier, pour les pousser à agir et à oser. Et raconter à tous les inégalités qui persistent entre hommes et femmes, même dans les pays développés. Uniquement ce qu'elle a vu, ce qui lui a été rapporté. Sans inventer, sans en rajouter. Parfois, des

situations assez banales, celle de la petite fille qui reste (trop) sage, de la femme qui n'ose pas demander une promotion, de celle qui sacrifie sa carrière... Ancienne diplomate, aujourd'hui directrice de l'ENA, Nathalie Loiseau raconte son parcours hors-normes : très bonne élève, passée par Sciences-Po, mais sans ambitions, elle a fini par se « réveiller » et voir son potentiel. Elle livre un récit en partie autobiographique, facile à lire, tout en nuances. Rien n'est pour elle ni noir, ni blanc, comme

la situation des femmes voilées, qu'elle décrit au travers de plusieurs exemples « sans être sûre d'avoir la réponse ». En partant de ses expériences, de son parcours, qu'elle compare avec celui de ces « sœurs », rencontrées au cours de ses voyages, elle partage sa réflexion sur la place de la femme dans notre société aujourd'hui, hier, ici et ailleurs. Un message d'encouragement aux femmes.

■ C.M

## HISTOIRE DE GAZA COMPRENDRE LES RACINES DU CONFLIT

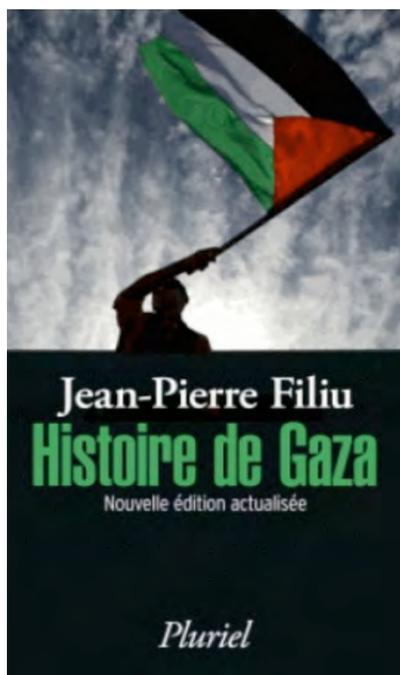
Après une première édition parue en 2011, Jean-Pierre Filiu a décidé de réactualiser son ouvrage *Histoire de Gaza* avec les événements de l'été 2014. Spécialiste du monde arabe et professeur à Sciences Po Paris, l'auteur compte à son actif plusieurs travaux sur le monde arabo-musulman, traduits dans une douzaine de langues. Si l'histoire de la Bande occupe plus de cinq millénaires, l'auteur se concentre essentiellement sur la partie contemporaine. L'installation égyptienne, la présence

romaine ou les invasions mongoles ne représentent pas le cœur du propos de Filiu. La connaissance des peuples mésopotamiens jusqu'aux acteurs récents du conflit israélo-palestinien est pourtant indispensable pour pouvoir comprendre entièrement cet ouvrage. S'il est assurément complet, le manque de détails et de contextualisation peuvent faire décrocher le lecteur. Il serait néanmoins injuste de dénigrer les travaux de Jean-Pierre Filiu. Avec son redécoupage historique, l'auteur permet de donner aux ga-

zaouis, contrairement à des récits plus factuels, une identité. L'autodétermination des peuples est un droit inaliénable. Jean-Pierre Filiu s'attache à rappeler cette disposition, trop souvent bafouée dans la cause palestinienne. L'ouvrage dépasse le cadre historique et se transforme en plaidoyer pour réhabiliter la Bande de Gaza, au cœur des enjeux internationaux.

■ A.M

Jean-Pierre Filiu, *Histoire de Gaza*, Pluriel, 576p, 10€



# "PROFESSEUR MORTIMER, JE PRÉSUME ?"

En décembre dernier est sorti le 23e album des aventures de Blake et Mortimer, *Le bâton de Plutarque*. Près de 27 ans après la mort de l'auteur original, ce nouveau tome choisit de nous ramener à la genèse de la série, sur fond d'affaire d'espionnage pendant la Seconde Guerre mondiale. Comment continuer l'oeuvre d'un dessinateur disparu ? Réponse d'André Juillard, un des illustrateurs qui a repris le flambeau.

Valentin Pasquier

Printemps 1944. L'Allemagne a mis au point un avion de chasse révolutionnaire, chargé de commettre un attentat-suicide sur le Parlement anglais. C'est alors qu'arrive Francis Blake, jeune capitaine sur le porte-avion *Intrepid* et pilote émérite. Il parvient à déjouer l'attaque aux commandes du nouveau chasseur anglais flamboyant, le *Golden Rocket*. Sa bravoure lui vaut d'être engagé au MI6, le service de renseignements extérieurs anglais. Son but : participer à la victoire des Alliés... afin d'être prêts pour une Troisième Guerre mondiale. Car selon le MI6, le menaçant « Empire Jaune » semble monter de son côté un arsenal colossal dans les confins de l'Himalaya. Le capitaine Blake s'associe alors pour la première fois avec son ami Philip Mortimer, illustre physicien écossais chargé des innovations technologiques pour l'armée de Sa Majesté. C'est à ce dernier que revient la création de l'*Espadon*, arme révolutionnaire censée faire tourner la guerre en faveur des Alliés. Cette fois encore, les deux héros seront confrontés au diabolique Olrik, archétype de l'aventurier cupide et opportuniste.

### DE L'HISTOIRE À LA SCIENCE-FICTION

Ceux qui ne connaissent pas la série comprendront facilement que les aventures de Blake et

Mortimer s'inscrivent dans une « uchronie » : si le récit prend racine dans la réalité historique des années 1940 à 1960, il dévie bien souvent dans la science-fiction. Au fil des albums, on assiste notamment au bombardement des grandes villes de la planète par un empire asiatique tout-puissant, à l'invention de machines à remonter le temps. Allier histoire et anticipation, le tout dans une ambiance *so british* : telles sont les particularités de l'oeuvre d'Edgar P. Jacobs, auteur et dessinateur des 11 premiers opus, disparu en 1987. Aujourd'hui, ce sont deux équipes de scénaristes et de dessinateurs qui se relayent tour à tour pour produire ces albums, attendus par des hordes de fidèles. Le dessinateur français André Juillard forme avec le scénariste Yves Sente la seconde équipe. Il a été recruté en 1999 pour illustrer le 14e tome, *La machination Voronov*. « J'ai accepté car le scénario me plaisait bien. J'aime particulièrement ces histoires d'espionnage qui se passent à l'époque du rideau de fer ». Passionné, il n'a pas quitté son poste et a signé les illustrations de six des derniers tomes. Pour *Le bâton de Plutarque*, il a été mis à rude épreuve. Commandé par les éditeurs à la fin de

l'année 2013, le dessinateur a dû boucler l'épisode en huit mois.

### RETOUR À LA SOURCE

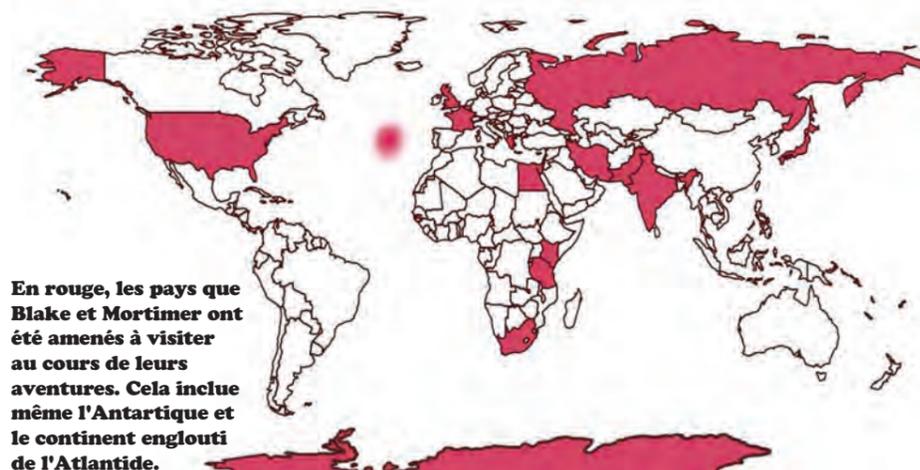
Avec la *Guerre des étoiles*, on a pris l'habitude des sagas qui choisissent de se replonger dans leurs origines pour mieux répondre aux non-dits des premiers épisodes. *Le bâton de Plutarque* est ainsi dans l'ordre chronologique la première aventure des deux héros britanniques. Pourquoi avoir décidé d'inscrire cet épisode avant même ceux d'Edgar Jacobs ? L'idée est née lors d'un voyage de repérage à Londres et Oxford pour le précédent opus. « *Alors que je prenais des photos de l'ancien Scotland Yard, on a repéré une pancarte intitulée « War Cabinet Museum»*. Ledit muséum était le bunker dans lequel s'était enterré Churchill et son staff pendant le bombardement de Londres. Conservé comme tel, ce lieu s'est révélé être une source de documentation considérable pour le tandem Sente-Juillard. C'est décidé : le tome à venir tournera autour de ce lieu singulier, et donc du second conflit mondial. On obtient un opus qui répond à toutes les questions relatives à la lecture de la trilogie du *Secret de l'Espadon*, publiée en 1950. « *Yves a relu attentivement les premiers tomes et on s'aperçoit que visiblement Olrik connaît déjà Blake et Mortimer, ainsi que l'existence du Golden Rocket, de l'Espadon... Mais Jacobs n'a jamais dit où et quand. Alors on a décidé que serait dans le Le bâton de Plutarque* ».



Outre la présentation du méchant, on y introduit plusieurs personnages de la série et le contexte de Troisième Guerre mondiale. La boucle est donc bouclée. « L'album commence exactement *quand commence Le Secret de l'Espadon. Je dois dire qu'on s'est bien amusé à revisiter de façon précise l'oeuvre de Jacobs* ».

### UN HÉRITAGE À PERPÉTUER

Revisiter l'oeuvre de Jacobs sans la dénaturer est la délicate mission d'Yves Sente et André Juillard. Pour le scénario, le duo s'est inspiré de l'autobiographie de l'auteur disparu, *L'opéra de papier*, dans lequel celui-ci avait rédigé la biographie fictive de ses personnages. Preuve que Jacobs pensait déjà à sa succession. Quant aux illustrations, les traits gras de Jacobs ont laissé place au dessin fin d'André Juillard, qui a adopté pour l'occasion la technique de la « ligne claire », style caractéristique de la bédé belge depuis Hergé. Pour les aventures de Blake et Mortimer, le dessinateur s'appuie sur une documentation considérable, allant de photos du Londres d'après-guerre aux livres de mode, en passant par des catalogues de voitures d'époque. Malgré cette fidélité, André Juillard reconnaît une petite entorse à l'« esprit Jacobs » : le tandem s'est autorisé à créer des personnages principaux féminins. Une liberté que le créateur de la série ne pouvait se permettre à l'époque, dans une bande dessinée pour enfants. C'est aussi depuis la reprise par Sente et Juillard que l'on remarque la présence de flash-backs dans la vie de Blake et Mortimer. Un passé à exploiter, mais qu'en est-il du futur des deux héros ? « *Ca reste encore à l'étape d'idée, on y travaille avec Yves en ce moment. Tout ce que je peux dire, c'est que l'intrigue prendra place à la fin des années 50, et qu'elle se déroulera en partie en Italie* ». L'Italie, l'un des rares coins du globe que Blake et Mortimer n'ont pas encore eu l'occasion de visiter.



En rouge, les pays que Blake et Mortimer ont été amenés à visiter au cours de leurs aventures. Cela inclut même l'Antarctique et le continent englouti de l'Atlantide.



# JEAN-CLAUDE LIVOLSI

## SECRET MALGRÉ LUI

Après quarante ans passés dans les renseignements généraux, cet ancien capitaine de police, rêvant de journalisme, revient sur ce qui a été son atout principal durant sa carrière : son rapport à autrui.

**R**assurez-vous, je n'ai pas fait de recherches sur vous avant notre entretien. » Dès son arrivée au café de la gare de Bordeaux ce samedi matin, Jean-Claude Livolsi donne le ton. Bêret fixé sur la tête, ce spécialiste des renseignements pèse chacune de ses paroles. Pourtant, les mots lui brûlent les lèvres. Il s'excusera à de nombreuses reprises d'être parfois volubile. Cette nuit, il a exceptionnellement bien dormi. « *Après tout, je n'ai rien à me reprocher* », précise-t-il, comme si son passé le hantait. Ce retraité des renseignements généraux (RG) – un service de police supprimé en 2008 suite à la réforme du Ministère de l'Intérieur et remplacé par le Service central de renseignement territorial – aura bientôt 70 ans. La majeure partie de sa vie, Jean-Claude Livolsi l'a passée à renseigner le gouvernement : il cumule 40 années de contre-espionnage dans la surveillance du territoire, dont 20 ans de contre-terrorisme. Il avait rejoint très tôt le cercle fermé de la Direction de la sûreté nationale, ex-Direction de la surveillance du

Texte & photo  
Anais Furtade

territoire (DST), peu après avoir été repéré à 18 ans au terme d'un test concluant en police judiciaire. Il ne s'épanchera pas sur les détails de ses missions, devoir de réserve oblige.

Jean-Claude Livolsi est né à Tunis dans le quartier de la petite Sicile, d'un père français d'origine tunisienne, chargé de la protection des sources, et d'une mère bourguignonne issue d'une famille de résistants. Cet ancien des services secrets dit avoir fait du renseignement malgré lui, « *aiguillé par la force des choses* ». Il se compare à Monsieur Jourdain dans *le Bourgeois gentilhomme* de Molière, qui faisait les choses sans le savoir. En formation dans les forces spéciales en Allemagne pendant la Guerre froide, le spécialiste de la sûreté a vécu la prise d'otages à l'ambassade d'Irak à Paris en 1978. Un épisode qui l'a particulièrement marqué. Modeste, l'ancien capitaine de police explique : « *J'ai servi l'intérêt général. Je m'efforce de toujours faire ce qui est juste* ». Et d'ajouter : « *avoir des informa-*

*tions ne m'a jamais donné envie d'exercer un pouvoir.* » À l'époque, il se donnait pour objectif d'aller au bout de ses missions, tout en continuant à s'interroger sur leur sens. Son ami Jean-Claude Javillier, retraité de l'ONU, salue sa volonté de servir et son grand respect pour la déontologie, même dans un milieu pas très regardant sur la question. Au fil des années, Jean-Claude Livolsi a appris à développer sa mémoire, à dormir sur commande et à être vif. Il a aussi appris à être un homme secret. Il admet en revanche sans difficulté l'intensité physique et morale de ces années passées dans les renseignements.

### UN HOMME DE PARADOXE

Il y a une vingtaine d'années, Jean-Claude Livolsi est muté à Bordeaux. C'est ici qu'il a rencontré son actuelle compagne. « *J'ai toujours rêvé du sud-ouest* », confie-t-il. « *Quand, pendant ma jeunesse, je travaillais dans un centre de tri à Paris, je trouvais que l'accent du sud était très chantant* ». À sa retraite en 2002, l'ex-agent devient correspondant local pour le journal *Sud Ouest*. Il est alors en charge de la « *Chronique des Chartrons* », quartier au nord du centre-ville. Joël Zanouy, ancien correspondant du journal aujourd'hui à la retraite, avoue avoir été intrigué

par la présence d'un agent des services secrets aux conférences des correspondants. Une expérience marquante pour le spécialiste des renseignements, qui, aujourd'hui encore, suit l'actualité de très près. En référence au drame de Charlie Hebdo, il confie que les caricatures ne sont pour lui qu'un moyen parmi d'autres de s'exprimer. Se définissant comme de « *de culture arabe* », il est pour un « *Islam pacifique* ». C'est à 63 ans qu'il prend conscience de son tempérament d'immigré : une volonté d'entreprendre mais aussi une grande faculté d'adaptation. Deux qualités indispensables dans les renseignements. Il dit avoir grandi dans un environnement laïc, entre une éducation religieuse chez les Pères blancs à Tunis et une adolescence vécue en région parisienne avec ses parents et ses deux sœurs. C'est un homme de paradoxe.

Pour le président de l'association des lecteurs de *Sud Ouest* Marcel Desvergne, avant d'être un spécialiste du renseignement, Jean-Claude Livolsi est d'abord un « *citoyen normal* ». Lui, l'ex-agent, se pense en « *badaud* », « *promeneur* », utopiste et fataliste. Et quand on évoque ses projets, il esquisse un sourire. « *Inch'allah* ». ☞

**« JE M'EFFORCE DE TOUJOURS FAIRE CE QUI EST JUSTE. »**